le quotidien rouge
journal d'action communiste
SAMEDI 11 MAI 1974
NUMERO 15 — 1 Franc
DIRECTEUR : Daniel Bensaïd

GISCARD LE SERPENT A SORNETTES !

Si Giscard passe...

Il n'y aura pas de surprise pour les travailleurs. Sa politique est connue : impôts écrasants, inflation (18 % en un an), chômage Et pour imposer cette politique, la matraque de son copain Marcellin renforcé par les nazillons d'Ordre Nouveau. En un mot : classe contre classe.

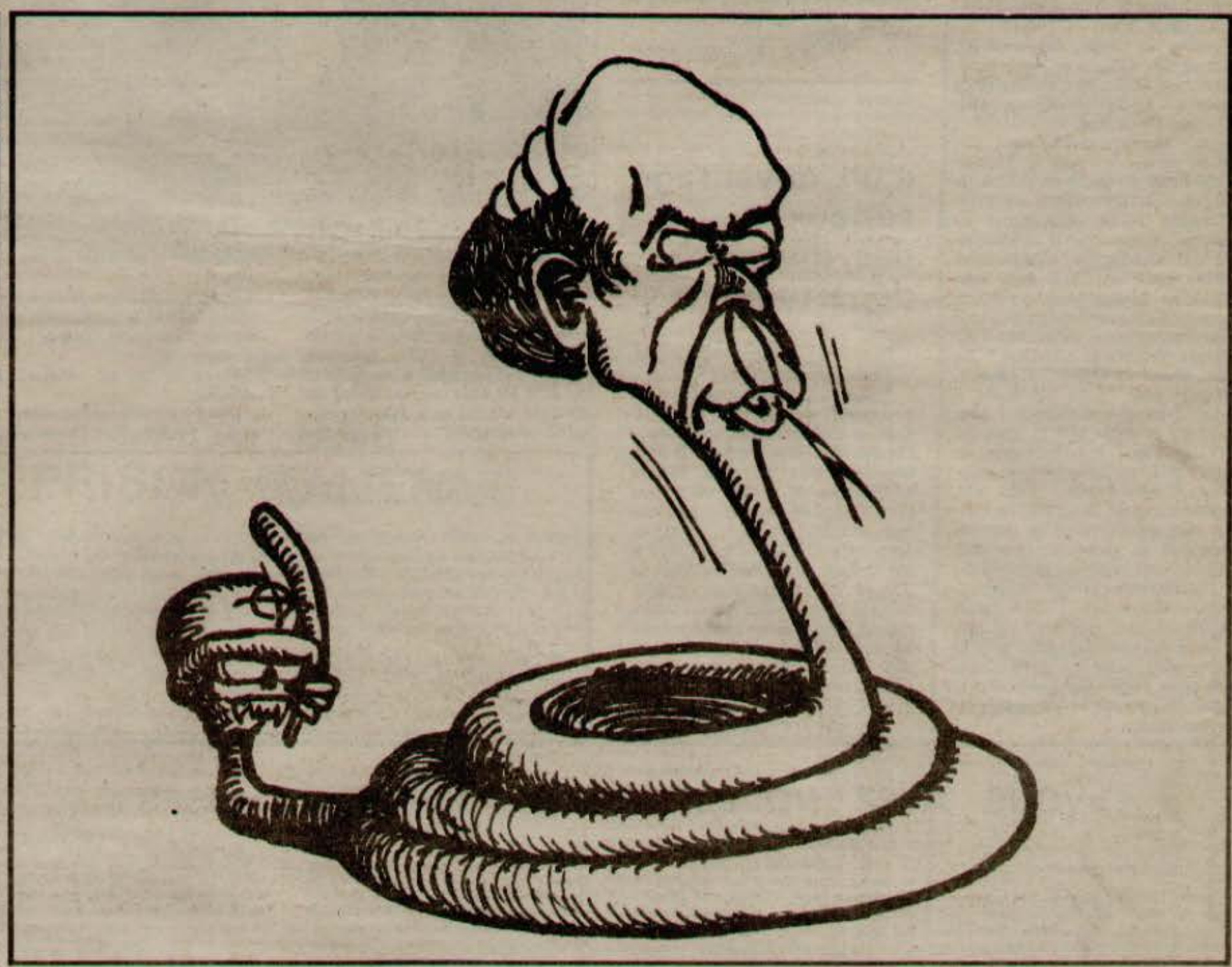
Mais pour appliquer une telle politique, Giscard ne disposera ni des structures intermédiaires de la IVème République, balayées par le gaullisme, ni d'un parti conservateur implanté.

Pour transformer la Constitution, constituer un authentique parti, il lui faudra recourir rapidement à de nouvelles élections, balayer une partie des hommes accrochés au pouvoir depuis 16 ans, en un mot détruire l'UDR.

Une telle opération ne peut se faire à froid. D'une part, elle provoquera la naissance sur les détritus de l'UDR d'un mouvement fascisant à la démagogie populiste pouvant regrouper le petit commerce étranglé par Giscard. Royer a pris date. D'autre part, Giscard aura à faire face à de nouvelles luttes ouvrières. En effet, dans les conditions actuelles, il est sûr qu'après un bref moment de démoralisation, les travailleurs ne manqueront pas de repartir à l'attaque pour leurs revendications, convaincus que seule la lutte pourra leur apporter ce que les urnesn'auront pas donné.

Ainsi, contrairement à ce que fait croire la propagande de la droite, la victoire de Giscard ne signifiera pas une longue trêve pour la bourgeoisie, tout au plus quelques mois. Tout dépendra de la capacité du mouvement ouvrier, à partir de luttes locales partielles sur l'emploi et les salaires, à déboucher sur un mouvement d'ensemble, « un nouveau mai 68 ». Le PCF, le PS et les directions syndicales ne s'y préparent pas, mais elles n'auront aucune perspective électorale à opposer à cette voie.

Dans tous les cas, l'essentiel est dès aujourd'hui d'insister sur ce qui se passera au lendemain du 19 mai. Pour débloquer la situation, pour faciliter la mobilisation ouvrière et populaire, nous appelons à voter massivement pour François Mitterrand. Mais si Giscard passe, il faut faire savoir dès aujourd'hui qu'il est impossible que les travailleurs acceptent d'en reprendre encore pour 7 ans.



(P.2) SI MITTERRAND EST ELU ?

(P.10) LE REFERENDUM SUR LE DIVORCE EN ITALIE

(P.11) LE PEN : ROUGE FAIT APPEL

courrier des lecteurs

« bureaucrate, y'en a marre ! »

Je vous envoie ce papier suite à la déclaration de la CFDT sur l'attitude des candidats trotskystes. Ça ne veut pas dire que je suis d'accord avec vous, mais qu'il y en a marre de leurs communiqués arbitraires et pondus sans aucune consultation de la base.

Les bureaucrates de la CFDT récidivent.

Après avoir fait leur première déclaration en bafouant toute démocratie syndicale, sans consultation de la base, ils se permettent, en dénonçant les deux candidats trotskystes, de condamner « l'attitude anti-unitaire et électoraliste de ces groupements ».

Avez-vous oublié le personnage qui déclarait le 5 novembre 1954 : « L'Algérie c'est la France ; des Flandres au Congo, une seule loi, une seule Nation, un seul Parlement. La seule négociation c'est la guerre » ? Ce personnage était François Mitterrand.

Le gouvernement dont fait partie la gauche vote le 31 mars 1955 l'état d'urgence en Algérie, le 30 juillet la prorogation de l'état d'urgence et ça vote encore les pouvoirs spéciaux et la dissolution du PC algérien le 13 septembre 1955. Tout cela n'est rien, messieurs les bureaucrates, ce fut une « erreur de jeunesse ». Oubliez-vous aussi les centaines de milliers d'Algériens torturés et assassinés ? En plus, quand ils étaient au pouvoir, la grève était l'arme des trusts, il fallait retrousser ses manches pour produire toujours plus et ceux qui revendiquaient n'était-ce pas de sales agents de la réaction qui collaboraient avec Pétain ? Tout cela, bureaucrates de la CFDT, ce n'est pas moi qui l'invente, ce sont ces messieurs de gôche qui l'ont dit ! Oubliez-vous aussi les flics que les « socialistes » et les « communistes » envoyaient sur des mineurs et des ouvriers grévistes ? Si cela vous paraît des bagatelles et sans importance, pour moi, cela paraît très grave et ce n'est que justice et loyal de prévenir et de mettre les gens en garde.

Trouvez-vous logique que l'on puisse demander 1500 F à Messmer et seulement 1200 F à Mitterrand ? Trouvez-vous logique que l'on puisse avoir les 40 H que progressivement alors qu'il est très possible de les donner tout de suite ? Toutes les revendications des travailleurs sont passées sous la table. L'attitude électoraliste, c'est vous qui l'avez. Est-ce que ça mettrait en danger l'union (fictive) de la gauche et est-ce démagogique de demander 1500 F minimum et les 40 H tout de suite ? De qui se moque-t-on ? De qui vous moquez-vous ?

De plus, Mitterrand est un bourgeois et il ne remet absolument pas en cause ni l'organisation capitaliste ni le rôle de l'Etat, ni rien de ce qui opprime les travailleurs. Il leur offre des miettes contre leurs suffrages. Ce qu'il veut, c'est le fauteuil présidentiel. Il est tout à fait logique et normal de dénoncer cet état de fait, de prévenir les travailleurs. En faisant vos déclarations, c'est vous qui bernez la classe ouvrière en ne lui disant pas la vérité et c'est donc vous qui la trahissez. Du fond de vos bureaux, vous ne vous rendez peut-être pas compte (ou peut-être ne le voulez-vous pas) que le vrai « pouvoir » s'exerce et se multiplie dans les luttes d'immigrés, de femmes, dans les entreprises, les lycées, etc.

Bureaucrates, y en a marre de vos déclarations arbitraires et qui n'ont aucune raison d'être. Y en a marre de votre politicaille. Bureaucrates, c'est la guerre.

S.B. responsable CFDT

« un noyautage sérieux des divers départements »

Chers camarades,

Dans « Ouest-France » (digne successeur du pro-nazi « Ouest-Eclair » qui louait, durant la guerre, l'action de Hitler) d'hier, il était imprimé que tu avais obtenu 33.653 voix. ce résultat me fit mal car il traduisait non pas une défaite mais une déroute totale, un effondrement irrémédiable du FCR. J'ai été soulagé et satisfait en lisant le Rouge d'aujourd'hui (mardi). Compte tenu du but que tu t'étais assigné durant cette campagne, de la façon originale et sympathique dont tu as développé ton action révolutionnaire (...), je considère que tu t'en es honorablement tiré.

Un chiffre global (96.000) impressionne moins que l'analyse du scrutin. Cette analyse fait apparaître un noyautage sérieux des divers départements.

(...) Il est regrettable que la candidature Piaget n'ait pas été donnée pour l'extrême-gauche. Le non désistement de Laguiller n'aurait pas empêché ce militant ouvrier de remporter un nombre important de suffrages. Et ceci aurait compté pour le deuxième tour, pour l'un comme pour l'autre des candidats qui vont s'affronter. D'aucuns admirent le résultat obtenu par Laguiller. Que représente-t-il exactement dans le contexte politique et révolutionnaire ? A mon avis, pas grand chose. Et nous en aurons la preuve au deuxième tour car, normalement ses quelque 600.000 voix devraient se retrouver sur Mitterrand. Et là, je doute qu'il en soit ainsi.

(...) Reçois mes fraternelles salutations communistes.

« sectaire ou content de lui »

Chers camarades,

Vive la IVème Internationale, j'en suis persuadée. De là à chanter l'Inter avec 4 doigts ouverts et à crier comme slogan compris par les masses : Vive le FCR... y'a une marge ! J'ai demandé à un militant du FCR s'il était content de lui ou s'il était sectaire et il m'a répondu qu'il s'adressait à l'avant-garde large... Moi, je veux bien qu'il y ait une avant-garde large (ouvrière ?) mais je me demande si les travailleurs en faisant partie comprennent davantage la signification des 4 doigts... Tout ça pour vous dire qu'il est « dangereux » de former des militants ou de laisser ce genre de réaction se développer.

Que la IVème soit une référence de clarification politique, c'est très bien ; que ça devienne une référence tripale, ça fait grincer des dents... l'histoire...

Enfin, vive Krivine quand même !

« ouvriers et homosexuels »

Camarades,

Nous sommes un groupe d'ouvriers, employés et fonctionnaires qui sommes séduits par la campagne du candidat communiste Alain Krivine.

Nous avons cependant décidé de vous poser une question avant de faire autour de nous de la propagande en faveur du candidat du FCR.

En effet, si nous sommes ouvriers, employés, fonctionnaires, nous avons tout de même une particularité qui fait de nous des gens prudents quant à nos engagements politiques.

Nous sommes homosexuels et serions fortement intéressés quant à connaître la position officielle du FCR sur l'homosexualité.

Nous avons bien sûr lu le programme de l'ex-Ligue Communiste et il nous paraît que le sujet de l'homosexualité y est traité un peu succintement.

Dans le Quotidien Rouge, nous avons apprécié la publication de la lettre de l'Antinorm, ainsi que votre réponse.

Mais tout ceci est nettement insuffisant.

Nous n'avons aucunement l'intention de présenter l'homosexualité comme le problème le plus important de l'heure, mais, pour la plupart de notre groupe, vous comprendrez que le sujet nous tienne à cœur.

En effet, pour les 3/4 d'entre nous, qui étions militants du PCF (et sommes toujours cégétistes) et exclus pour « homosexualité », rejetés par le « parti de la classe ouvrière » et rejetés par eux de la classe ouvrière elle-même, nous avons pu nous rendre compte que ne pas demander de position officielle nous amène à risquer les pires déconvenues. Et, si nous pouvons appeler déconvenues l'exclusion du PCF, la perte de nos emplois (à la suite de campagnes de dénigrement), certaines de nos relations dans les pays de l'Est (URSS et Allemagne de l'Est) ne connaissent pas de déconvenues mais des peines d'emprisonnement fort longues.

Aussi voudrions-nous savoir si les communistes révolutionnaires que vous êtes êtes prêts à vous prononcer sur l'homosexualité ?

Nous n'ignorons pas qu'il est très difficile en période électorale de prendre publiquement position sur des problèmes aussi peu populaires que l'homosexualité. Mais nous pensons que l'éducation de la classe ouvrière dans la perspective de la révolution socialiste ne souffre aucune compromission, quitte à aller à contre-courant dans certains cas. Il ne suffit pas d'ignorer les problèmes pour que ceux-ci disparaissent.

Nous pensons donc qu'une position nette et publique du FCR serait l'amorce d'une vaste discussion dans la classe ouvrière sur tout ce qui touche à la sexualité.

Sans faire preuve d'égoïsme, nous vous avouerons que nous sommes peu rassurés par la perspective d'une victoire de la gauche.

Nous connaissons la position ultra-répressive du PCF en matière sexuelle (et particulièrement en matière d'homosexualité).

Quant au « candidat commun », la répression homosexuelle ne fut jamais aussi féroce que du temps de son règne au ministère de l'Intérieur (voir les statistiques des procès et condamnations de l'époque).

Il serait donc fort important pour les prolétaires homosexuels (les autres ont le fric et ça arrange pour eux beaucoup de choses) de savoir si le socialisme tel que vous le concevez leur apportera :

libération économique et répression sexuelle (ou plutôt homosexuelle)

ou :

libération totale, tant sexuelle qu'économique.

Paris 9ème

revue
QUATRIEME
INTERNATIONALE

— SUR LE CHILI : 4 documents dans Q.I. N° 9/10 de sept-oct 73. 8 F.
— Déclaration du Secrétariat Unifié de la IV* Internationale
— 3 textes du PSR (Parti Socialiste Révolutionnaire, section chilienne de la Q.I.)
— Interview du leader paysan péruvien Hugo Blanco
— Un document issu de la revue théorique du MIR (printemps 73) : « La formation d'un secteur nationalisé au Chili ».

— DANS Q.I. N° 14 (15 mai) : un article de Pierre Rousset : « Le PC Vietnamien et l'Unité Populaire au Chili ». 3 F 50.

Commandes et abonnements : 10 impasse Guéménée 75 004 Paris.

«VOUS AVEZ VOULU DIRE TROP DE CHOSES »

Chers camarades,

comme tous ceux qui espéraient, malgré le retrait de Piaget, que l'extrême-gauche soit présente, et sur des bases politiques claires, je suis très inquiet du déséquilibre qui apparaît entre le FCR et LO sur le plan électoral. Sans doute, cela ne signifie pas qu'au niveau du potentiel d'intervention, et du rapport de forces, le déséquilibre soit aussi important. Mais quand même... Il y a surtout des leçons à tirer. Personnellement, je ne pense pas que la stratégie politique du FCR soit en cause dans les 0,36 %. Mais je ne crois pas non plus qu'on puisse mettre sur le dos de « l'électoralisme » de LO, tout le déséquilibre. Il est certain que la personnalisation de la campagne d'Arlette, que l'eau qu'elle a mise dans son vin (programme absent, pas d'analyse du programme commun), que l'appel au féminisme et à l'ouvriérisme ont joué. Mais il n'empêche que non seulement Arlette a le plein des voix de ceux qui sont directement touchés par la propagande de LO, déjà politisés, et qui doivent être sensiblement du même nombre que les voix d'Alain Krivine, mais elle a évidemment « mordu » sur de nouvelles franges d'électeurs et pas seulement intellectuels. Je crois qu'une bonne moitié des causes expliquant le déséquilibre doit être cherchée dans la manière dont le FCR a exprimé ses positions : à la télévision, vous avez voulu dire trop de choses, aborder trop de thèmes : tout en conservant la même ligne politique, ne fallait-il pas choisir quelques axes ; et surtout le langage : c'est uniquement « pédagogique » sans doute, mais c'est très important ; êtes-vous sûrs que le langage du FCR soit compris par d'autres personnes que la frange politisée ? prenons l'exemple de la « profession de foi » distribuée à tous les électeurs : tout d'abord, sans verser dans le style Giscard, aurait-il été possible de choisir une autre photo ? Mais surtout : croyez-vous que tout le monde sait ce qu'est la « JC » ou la « JCR » ou la « Quatrième Internationale » ? Croyez-vous que tout le monde connaît la loi anticasseurs ? J'ai personnellement entendu des réflexions du genre : « le gouvernement est vache d'avoir mis qu'il sort de prison ! »... ou « je ne voterai pas pour un repris de justice ! ». Me direz-vous, ce sont de petits détails : certainement. Mais la suite est « plus grave » : bien sûr faut parler de Mai 68, tout le monde essaie de le faire oublier : mais est-il nécessaire — avant toute explication — de commencer par là, alors que bien des gens qu'on peut gagner à nous sont inquiets devant de tels événements.

Ensuite : « il faut exproprier... remplacer la loi de la jungle par la planification socialiste... » En dehors des initiés, qui comprend la différence avec le programme commun (ou même : qui, simplement comprend ?). Ensuite vous parlez des 35 heures, sans explication : qui, en dehors des initiés, n'aura pas sourcillé ? Ensuite : qui sait ce que signifie ce mot bizarre : « MLAC » ou « Groupes Femmes » ? Ensuite : « pourquoi indemniser les actionnaires ? » j'espère que c'est une maladresse, parce que vous savez bien qu'il y a un grand nombre de petits porteurs. Ensuite : qu'est-ce qu'un comité de contrôle des stocks, le « SAC », les « CDR », la « CFT » et autres « bandes fascistes » ? qu'est-ce qu'un « piquet d'auto-défense », que sont ces « comités de vigilance et brigades d'intervention » ? qu'est-ce que l'assemblée populaire, que sont les « milices ouvrières » ?

Comprenez-moi bien : surtout je ne veux en aucun cas justifier une campagne du style Arlette Laguiller avec des phrases du type : « les révolutionnaires sont des gens qui, tout simplement, sont pour le progrès », etc... Mais sans changer d'un pouce l'orientation politique, n'est-il pas possible de s'adresser à des millions de Français peu ou pas politisés, mais susceptibles d'être gagnés un jour ou l'autre, autrement que par des mots dont le sens n'est compris que par les « déjà-très-politisés ». La quatrième page est dans ce style : « C'est sur les ruines de la vieille société que se construira la société socialiste » : qui, qui donc, en dehors des militants, ou politisés, ne va pas être inquiet ? Je suis sûr qu'il y a des gens qui sont prêts à soutenir l'extrême-gauche, sentant confusément les insuffisances du réformisme, et qui ont voté Arlette Laguiller (ou Mitterrand) parce que ne comprenant pas un traître mot — j'exagère — du document. Et fier d'être si pur et dur, on termine par « les prolétaires n'ont pas de patrie ». Brandir des slogans et avoir une ligne politique juste, c'est bien beau, mais peut-être faudrait-il aussi parler Français et pas seulement « marxOlien » !

Vous allez me dire que je méprise les travailleurs, les petites-gens ? Je ne crois pas et c'est pourquoi je ne suis pas d'accord du tout avec l'électoralisme de LO. Je répète, je suis sûr qu'on peut expliquer clairement sa ligne politique, sans la « voir », en choisissant quelques thèmes, et surtout, en parlant Français.

Autre domaine, le « Quotidien Rouge ». Vous avez fait un choix et ce choix me semble du même type que la « profession de foi » : sans doute, un journal est-il un organisateur collectif. Pour l'organisation ce quotidien est bon (encore qu'on peut discuter la suspension inévitable de « Rouge-Hebdo ») : mais qui touchez-vous avec ? La campagne électorale est-elle une tribune, oui ou non ? N'aurait-il pas mieux valu mettre quelques affiches, quelques tracts, par ci ou par là ? Sans pour autant se restreindre à un contenu du type « Votez Arlette » ?

Ne serait-il pas juste de développer le « porte-à-porte » au maximum, passer chaque semaine avec Rouge, remarquant ceux qui le prennent à chaque fois ? Les camarades du PCF pratiquent le porte-à-porte et je crois que ça a du bon. LO l'a pratiqué aussi; je ne m'intéresse au FCR que depuis peu (j'étais membre du PCF) mais je n'ai pas entendu dire que vous le pratiquiez.

Je crois que ce « 0,36 % » doit être plein d'enseignements. D'autant plus qu'il m'apparaît certain que dans les 2,50 % d'Arlette Laguiller il y a des gens qui, pour la première fois, votent pour l'extrême-gauche. Sans doute pourra-t-on dire, ces gens ont voté sur une base politique vague et quelque peu rosie ; c'est certain. Mais ce qui est encore plus certain, c'est qu'ils n'ont pas voté Krivine et que l'« électorat » du FCR, s'est réduit, probablement à la frange de ceux qui ont déjà, dans une manifestation, dans une grève, dans une discussion, pu être touchés directement, au moins une ou deux fois, par la propagande du FCR.

Aujourd'hui, je me sens d'accord sur presque tout avec vous : c'est en camarade que je vous envoie ces « premières impressions ». J'espère qu'un large débat va s'ouvrir dans les comités Rouge...

MLC

REPONSE DE ROUGE

Camarades,

1) Nous avons toujours condamné la répression contre les homosexuels. Tant dans nos textes programmatiques que dans la pratique (à propos des persécutions dont ils ont été victimes à Cuba ou à propos des incidents survenus à la fête de Lutte Ouvrière l'an passé). Sur ce point, il n'y a aucun flou, c'est un engagement précis.

2) Au-delà de cette position démocratique, nous n'avons pas de position arrêtée sur le débat de fond qui oppose ceux (comme Reich) qui analysent l'homosexualité comme une forme pathologique de la sexualité liée à l'oppression capitaliste, et ceux qui pensent au contraire que la sexualité, libérée des contraintes de la reproduction, s'épanouira sous les formes les plus variées (hétérosexuelle, homosexuelle, ou de groupe). Nous nous en tenons donc à lutter contre les institutions et la législation qui fixent une « normalité » sexuelle liée à des conditions historiques déjà dépassées.

3) En revanche, nous ne partageons nullement l'analyse faite, par Hocquenghem notamment, selon laquelle la vision homosexuelle consciente du monde serait, par nature, révolutionnaire. Qu'entend-il par consciente ? Tout est là.

(publicite)

axelos marx penseur de la technique
babeuf le tribun du peuple
castoriadis la société bureaucratique
t. 1 : les rapports de production en russie
t. 2 : la révolution contre la bureaucratie
castoriadis l'expérience du mouvement ouvrier
t. 1 : comment lutter
certeau la culture au pluriel
deutscher trotsky
eisenstein mettre en scène
épistémologie et marxisme
glucksmann le discours de la guerre
kessel les communistes albanais contre le révisionnisme
kessel le mouvement "maoiste" en france t. 1
korsch/mattick/pannekoek/ruhle/wagner la contre-révolution bureaucratique
lénine la révolution prolétarienne et le renégat kautsky
london le talon de fer
london les vagabonds du rail
luxemburg introduction à l'économie politique
lyotard dérive à partir de marx et freud
mandel traité d'économie marxiste
marat les chaines de l'esclavage
marx manifeste du parti communiste
marx la question juive
marx critique de l'économie politique
marx grundrisse
marx/engels la chine
la piste rouge, italie 1973
ratgeb de la grève sauvage à l'autogestion généralisée
rioux révolutionnaires du front populaire
rousseau écrits politiques
rousset l'univers concentrationnaire
structuralisme et marxisme
tillon la révolte vient de loin
trotsky littérature et révolution
trotsky cours nouveau
vaccari théologie et révolution
vertov articles, journaux, projets
villermé état physique et moral des ouvriers

10/18

collection dirigée par christian bourgois

ET SI MITTERRAND PASSE ?

Que ferz-vous, que ferons-nous, après le 19 mai ? Si Mitterrand est élu, l'extrême-gauche ne va-t-elle pas passer sous la table ? Quelles seront les tâches des militants révolutionnaires face à la résistance prévisible de la bourgeoisie, confrontés aux capitulations et aux compromissions elles aussi prévisibles d'un gouvernement dees partis ouvriers ?

Autant de questions qui sont posées dans tous les meetings du FCR. Cet interview d'Alain Krivine s'efforce d'y apporter une première réponse.

Un des grands débats qui oppose aujourd'hui Giscard et Mitterrand c'est le débat sur les institutions : les rapports du président et de l'assemblée, la composition du futur gouvernement, etc. Est-ce que tu crois que les révolutionnaires qui refusent le cadre des institutions actuelles ont leur mot à dire là dessus ?

Oui, car l'affaire n'est pas secondaire. Mitterrand a dit qu'élu président, il déciderait seul de la composition du futur gouvernement. Il a ajouté qu'en cas de dissolution de l'assemblée après vote d'une motion de censure, il s'engageait à former un nouveau gouvernement **« à l'image de la majorité parlementaire »**. Derrière ces formules, il y a la venue au gouvernement d' « individualités » au passé chargé comme Mendès France. Il y a surtout l'éventualité d'un élargissement de l'Union de la Gauche à des formations bourgeoises qui naîtraient de la décomposition du gaullisme pour former un **« gouvernement d'Union Nationale »**, avec pour corrollaire une sous-représentation, voire une élimination du PCF. Il suffit de voir la présence des rogatons d'un parti bourgeois appelés « radicaux de gauche » dans l'UG, et surtout l'appel frénétique aux gaullistes pour voir que telle est bien la logique de cette politique de la main tendue. C'est pourquoi nous devrons exiger la rupture de tout lien, de tout accord des organisations ouvrières avec des formations bourgeoises.

Tu as dit « avoir le gouvernement, ce n'est pas avoir le pouvoir ». Comment la classe ouvrière peut-elle lutter sous un gouvernement de gauche pour conquérir le pouvoir ?

La présence d'un « président de gauche » n'empêchera pas 87 % des travailleurs de continuer à travailler pour des patrons ; la lutte de classe, loin de disparaître va s'intensifier. Dans cette luttes, les travailleurs doivent avant tout compter sur leur détermination, leur capacité à s'organiser eux-mêmes à la base.

Pour reprendre l'exemple du Chili, lors des présidentielles qui devaient donner la victoire à Allende, les partis ouvriers avaient appelé à former des **Comités d'Union Populaire** ; il s'en créa près de 20.000. Après son élection, ces comités dépérirent parce que les réformistes avaient été incapables de leur donner d'autres tâches que celles de simples officines électorales. En France en 74, le PC et le PS n'ont même pas appelé à créer de tels comités, cela montre bien leur refus de s'appuyer sur la mobilisation des masses.

Pour nous, au contraire, la création d'un rapport de forces solide face à la bourgeoisie passe par **l'auto-organisation des travailleurs**, c'est-à-dire par la multiplication de comités unitaires à la base dans les usines et les quartiers. C'est ainsi que se construira le pouvoir de classe des travailleurs.

Tu parles de comités à la base. Mais dans lesusines, quelles pourraient être leurs tâches ? Gérer seuls l'usine, participer à sa gestion, ou seulement contrôler la production ? Et dans les quartiers ?

Tant que l'économie reste une économie de marché régie par la loi du profit, il n'est pas question de gérer. C'est d'ailleurs ce qu'ont clairement expliqué les Lips, en disant que pour eux, la remise en marche de leur usine était un moyen de lutte et non une expérience d'auto-gestion.

Pas question non plus de **participer** à la gestion dans le cadre de comités mixtes rassemblant représentants patronaux et représentants ouvriers. Et là dessus, je dois dire que lorsque Séguy parle maintenant de **« véritable participation »**, que Rocard parle de **« l'établissement de normes contractuelles par branche de progession de la masse salariale liée à l'évolution des prix et de laproductivité »**, on peut être inquiet sur les risques **d'intégration** qu'une telle politique ferait courir au mouvement syndical.

Tant qu'on reste dans l'économie de marché, les travailleurs doivent se battre pour **imposer leur contrôle, leur droit de véto** sur les décisions du patronat, ce qui est tout autre chose.

Comment concrètement ?

Prend l'exemple des licenciements. **Le programme Commun dit « interdiction de tout licenciement sans reclassement avec maintien des avantages acquis »**. Très bien, mais cette mesure restera lettre morte si l'on s'en remet aux inspecteurs du travail, ou aux tribunaux pour la faire appliquer, si ce ne sont pas les travailleurs eux-mêmes qui s'organisent en comités pour imposer leur **droit de véto** contre tout licenciement, et même toute mutation arbitraire, le droit de dire : NON.

Même chose pour les cadences de travail, et la sécurité. Même chose pour les chefs : je ne vois pas comment on peut parler de « changer la vie » si les travailleurs n'ont pas le droit de révoquer et de remettre à la production les petits chefs qui ont une attitude anti-ouvrière.

Prend aussi la revendication **d'échelle mobile des salaires** défendue par Mitterrand. Elle est juste ; mais si elle est conçue comme une simple mesure, dont l'application sera contrôlée par des « spécialistes » enfermés dans des bureaux face à des colonnes de chiffres, elle restera sans effets. Parce que toutes sortes de trafics peuvent se faire sur la **qualité** des produits, la CGT et la CFDT de l'INSEE l'ont montré. Et l'échelle mobile ne peut être efficace que si elle débouche **en amont** sur le contrôle de la production par les travailleurs qui produisent ces marchandises et en **aval** par ceux qui les distribuent et les achètent, comme cela a été fait par les JAP (Comités de Contrôle de l'approvisionnement et des prix) au Chili. Quand au Mammouth de Rennes les employées publient elles-mêmes les chiffres des hausses, et manifestent en commun avec des associations de consommateurs, cela montre ce qui est possible dans ce domaine.

Tu as beaucoup développé l'exemple chilien au cours de cette campagne. Mais l'expérience du Chili, c'est celle d'un massacre.

Tu sais, c'est en tirant sans complaisance les leçons des échecs, qu'on préparer l'avenir.

Les mesures mêmes les plus timides d'un Mitterrand, le patronat peut fort bien se donner les moyens d'en saboter l'application, s'il juge nécessaire. Contre ce sabotage, des mesures énergiques doivent être prises centralement : comme la levée du secret commercial et bancaire, et le monopole d'état du commerce extérieur. Mais il faut être un technocrate comme Rocard pour penser que de simples mesures étatiques peuvent imposer une quelconque « discipline au patronat ». Là encore, on ne peut casser cette opposition de la bourg eoisie qu'en s'appuyant sur la mobilisation de la classe ouvrière, que des millions d'yeux, des millions d'oreilles so int à l'affut des trafics, des fraudes, des manœuvres patronales. Et que les ouvriers de telle ou telle usine engagent la lutte pour l'**expropriation immédiate sans indemnité ni rachat** des biens de tout capitaliste qui saboterait.

De même pour la presse et la radio : au Chili le journal **Mercurio** publiait les noms des petits commerçants qui refusaient de faire grève contre Allende, et, le matin, les fascistes de **Patrie et Liberté** n'avaient qu'à ouvrir leur journal pour savoir à qui il fallait casser la gueule. le gouvernement lassait faire au nom de la « liberté de la presse ». Pour nous la liberté d'information, ce n'est pas celle du fric. La véritable liberté d'information elle passe par l'expropriation d'Hachette et des grands trusts de 'imprimerie et du papier, la publicité des budgets de tous les journaux, et le droit de réponse garantie.

Et l'armée ?

Nous ne croyons pas au **« loyalisme des officiers »** pour reprendre une expression du programme commun, pas plus d'ailleurs qu'au légalisme des émules de Le Pen.

C'est pourquoi nous lutterons pour **l'armement de milices ouvrières dans les usines et les quartiers**. Nous lutterons pour la création de **comités de soldats**, la reconnaissance des droits politiques et syndicaux dans l'armée, afin que les bidasses puissent refuser tout ordre contraire au travailleurs.

Parce que nous ne croyons pas non plus à l' **« esprit républicain »** de la police nous défendons la dissolution des corps spécialisés de répression, le droit de grève pour les policiers et le désarmement des gardiens de la paix.

Ce ne sont pas là des perspectives vagues et lointaines. Les soldats qui s'organisent aujourd'hui dans l'armée comme ceux de Toulon et de Mourmelon luttent dès aujourd'hui dans cette voie. De même que les travailleurs qui protègent leurs grèves en mettant en pratique l'auto-défense ouvrière contre les bandes armées de la bourgeoisie.

Une dernière question : la plus importante peut-être. Toutes ces belles idées et ... **0,36 des voix ! Comment peux-tu espérer avoir les moyens de cette politique ? Pour déborder l'Union de la Gauche encore faut-il en avoir les forces...**

C'est vrai que le FCR est petit et jeune. Mais il y avait 200.000 manifestants à l'enterrement de Pierre Overney, et cela c'est une force avec laquelle il faut compter. Et surtout, si nous défendons cette orientation c'est parce que nous sommes convaincus que c'est la seule qui corresponde véritablement aux intérêts des travailleurs. Demain, si Mitterrand passe, nous serons peut-être isolés au départ. La calasse ouvrière se laissera peut-être pour un temps convaincre par ceux qui prêchent la modération. Mais c'est **au travers de sa propre expérience** qu'elle sera amenée à se poser des questions : quand elle verra ce qu'on lui avait promis (« changer la vie ») et ce qu'elle vit chaque jour à l'usine ; quand elle verra les attaques que porte la bourgeoisie, et les réponses capitulardes des réformistes. C'est leur expérience vécue qui, pour beaucoup de travailleurs qui chercheront la voie de la lutte jusqu'au bout contre le capitalisme, les rendra réceptifs aux perspectives avancées par les révolutionnaires. C'est cela les bases objectives d'un débordement.

Et même à court terme, il y aura beaucoup de choses possibles sur le plan local, même avec des forces limitées. L'essentiel étant de cadrer politiquement ces actions dans une stratégie d'ensemble, sans céder au localisme ou au basisme. Sans parler d'initiatives centrales comme des manifestations, préaprées par des comités de masse unitaires, pour exiger par exemple l'expulsion immédiate de Villareal, l'ambassadeur de la junte chilienne, si cette mesure n'est pas prise...

Prochain article :
Si Giscard passe

Giscard d'Estaing

le candidat de l'inflation

En quelques années, l'inflation est devenue la préoccupation la plus pressante de tous ceux qui ne sont pas des capitalistes : le billet de 100 F perd chaque jour quatre centimes de sa valeur.

Mais non seulement il y a inflation, non seulement il y a accélération de l'inflation, mais il y a accélération de l'accélération. Une explosion qui se déroulerait non pas en quelques secondes, mais en quelques mois, voilà comment on peut décrire les prix aujourd'hui.

DU BLA-BLA ELECTORAL

Plus niais ou plus menteur que les autres, Giscard d'Estaing annonce fièrement que, pour lui, la hausse des prix n'est pas un problème important. C'est un "aitnouveau : Giscard a bâti toute sa carrière politique sur sa réputation de compétence économique et financière, principalement en prétendant mener une lutte serrée contre l'inflation. Au nom de cette lutte, il a imposé aux travailleurs une politique qui n'a jamais cessé de leur être hostile :

— C'est soi disant pour lutter contre l'inflation qu'il a fait interdire en 1959, avec son chef Pinay, les clauses de l'échelle mobile qui sont, depuis, illégale en droit.

— C'est soi-disant pour lutter contre l'inflation qu'il n'a jamais cessé de prendre toutes sortes de décrets favorables à l'épargne qui fait de la France le seul pays du monde où les revenus du travail sont plus imposés que les revenus du capital.

— C'est soi-disant pour lutter contre l'inflation qu'il a confectionné, année par année, de beaux budgets pleins d'équilibre... qui privaient les HLM et les équipements sociaux des crédits indispensables.

— C'est soi-disant pour lutter contre l'inflation qu'il s'est opposé aux augmentations les plus indispensables du minimum vieillesse ou des allocations familiales, dont le pouvoir d'achat a augmenté de 5 % depuis... 1949 !

Voir le même homme nous vanter aujourd'hui une situation économique où les prix augmentent à un rythme de 18 % par an, c'est le monde à l'envers ou, plus exactement, un politicien qui retourne sa veste !

Si Giscard avait pu prévoir que Pompidou n'en avait plus que pour quelques semaines, il aurait sans doute tenté la même opération qu'au début de 73 : il aurait manipulé la TVA pour escamoter, le temps de la campagne électorale, la hausse des prix. Las !... Pompidou est mort sans prévenir à temps son ministre des finances, lequel est dans une situation difficile.

GISCARD SUR LA DEFENSIVE

Pour se défendre, Giscard met en accusation, mieux que les réformistes, l'économie capitaliste. Mais il le fait involontairement, bien sûr !

Pour lui, impossible de réaliser la moindre amélioration. D'après lui, toutes les politiques efficaces contre l'inflation ont déjà été utilisées par lui, et elles ont donné tout ce qu'on pouvait en attendre. Il n'en resterait qu'une, que Giscard, vu son grand cœur, répugne à utiliser : mettre au chômage un million de travailleurs supplémentaire.

L'aveu est effarant : ou bien une inflation de plus en plus folle qui appauvrit de jour en jour la grande masse des travailleurs, ou bien un chômage massif, voilà la loi du capitalisme... telle que l'explique son apôtre inconditionnel en pleine campagne électorale ! Contre tous ceux qui pensent encore qu'on peut réformer la société capitaliste, Giscard rappelle qu'elle ne peut être qu'invivable au plus grand nombre.

Giscard ne peut se permettre une autre orientation : il sait qu'il est incapable de ralentir la hausse des prix, qu'il ne peut qu'attendre en espérant qu'elle finira bien par s'arrêter d'elle-même.

Pour stopper l'inflation, il faudrait faire accepter aux travailleurs un blocage des salaires, une politique des revenus, et, politiquement, Giscard n'aura pas plus après les élections qu'avant les moyens de le faire. Ce que Mitterrand peut espérer faire accepter par les organisations syndicales qui l'ont soutenu inconditionnellement pendant sa campagne électorale, est inaccessible au candidat réactionnaire.

Il le sait d'autant mieux que, profitant de la crise du pétrole et de l'atmosphère de drame créée pour l'occasion, il a essayé d'imposer aux salariés depuis six mois, un freinage des salaires. En vain. Une seule solution lui reste, celle que Giscard entend appliquer s'il est élu : laisser filer les prix à une vitesse telle que les salaires s'épuisent à suivre le train.

Giscard ministre de l'inflation, candidat de l'inflation, veut devenir président de la République de l'inflation. Il faut tout faire pour l'en empêcher !

pointes rouges

TARBES

12 mai à Lannemezan : gala de solidarité avec le Chili, organisé avec le soutien du CSLRPC. Avec la participation de l'orchestre l'Oracle.

Salle des fêtes à partir de 16heures.

Samedi 11 à 15h le comité local de soutien à Sunt, militaire emprisonné à Reims, professeur au CET de Gagny dans le civil, organise un meeting à l'école Vaillant-Couturier de Clichy-Sous-Bois.

SEDAN

400 personnes, près de deux fois plus que pour le plus important meeting de Rouge auparavant, assistaient au meeting du FCR jeudi soir à Sedan. L'assistance, jeune et ouvrière, dont de nombreux militants du PS, de la CFDT et du PC ont suivi avec attention les interventions d'Yves Dachy et d'Alain Krivine. LEe maire de Sedan (PS) et 4 conseillers municipaux s'étaient même déplacés pour écouter les orateurs du FCR.

RESPONSABLES DE LA DIFFUSION !

Les N.M.P.P. ne nous communiquent pas les chiffres de vente du quotidien avant la mi-juin. POUR DES RAISONS FINANCIERES ET POLITIQUES, NOUS DEVONS ABSOLUMENT CONNAITRE CES CHIFFRES. C'est à vous de jouer :

1) Passez auprès des dépositaires locaux et départementaux des N.M.P.P. pour demander pour chaque numéro le nombre d'exemplaires reçus et le nombre d'exemplaires vendus.

2) Communiquez-nous les chiffres de ventes militantes.

Tous ces renseignements doivent parvenir lundi et mardi, entre 14 h et 16 h, au numéro de téléphone suivant : 277-47-73 (demander Hugo).

OU EN EST LE QUOTIDIEN ROUGE

C'était le titre de l'éditorial du numéro 1 du Quotien Rouge, pour le 22 avril 1974, justifiant la sortie du journal.

Il fallait des circonstances exceptionnelles — l'ouverture d'un immense débat politique en France — pour oser un tel pari : celui de sortir un quotidien, sans expérience, avec une équipe de rédaction et une équipe technique numériquement faibles, avec très peu de publicité avec tout juste le temps de mettre en place une « grille » de distribution pour les messageries. Avec enfin des diffuseurs du journal déjà épuisés par les contraintes d'une campagne électorale (collages, réunions, distributions de tracts, etc.).

Le pari a été tenu : ce journal a été et reste utile. Les lettres de lecteurs, les chiffres de vente l'attestent.

Mais plusieurs **problèmes sérieux** se posent aujourd'hui : d'abord **politiques**. Pendant les dix premiers jours de sa parution, et jusqu'au premier tour, le Quotidien a été essentiellement axé autour de la campagne présidentielle, véritable relai des interventions de notre camarade Krivine.

C'était juste et indispensable. Mais il nous faut aujourd'hui dépasser ce stade, faire plus d'articles de fond, plus de reportages, recevoir plus de nouvelles des correspondants de province. Mais avec une rédaction très faible et une pagination restreinte, c'est une véritable gageure.

Ensuite financière : nous ne toucherons **pas avant le 15 juin** les sommes que nous doivent les NMPP. C'est -à-dire que jusqu'à présent, nous finançons le journal uniquement avec les recettes de la vente militante et celles de la souscription nationale. Ensuite, **le journal est déficitaire**. Nous l'avions prévu, et avions jugé que pour la durée de la campagne c'était un risque à prendre. Mais il nous est encore impossible d'évaluer le déficit, puisque nous ne connaissons pas le chiffre des ventes NMPP de province. Nous ne pouvons faire que des estimations (cf. tableau).

La poursuite éventuelle du quotidien après le second tour des élections dépendra donc de deux facteurs : d'abord et avant tout de l'issue des élections. Si Mitterrand est élu nous continuerons très probablement. Dans le cas contraire, nous devons prendre sans doute le temps de nous retourner, et envisager une reparution pour septembre 74. Ensuite, d'une stabilisation et de l'équipe de confection du journal et de ses finances (même en partant du principe que de toute façon un tel quotidien ne pourrait paraître qu'à perte).

Nous publions ici les chiffres de vente, les coûts de confection et les estimations pour les recettes. La vérité est bonne à dire, et rien ne serait plus grave que les lecteurs et les diffuseurs s'imaginent que c'est par magie que le Quotidien Rouge parait.

Trois conclusions pour l'immédiat : lecteurs, achetez régulièrement le journal, et si possible au même endroit ! Diffuseurs, redoublez d'effort pour les ventes militantes ! Responsables de la diffusion, vérifiez que le Quotidien est présent dans les kiosques, et bien mis en évidence !

Et tous : participez activement à la souscription nationale. C'est elle qui nous permet aujourd'hui de continuer.

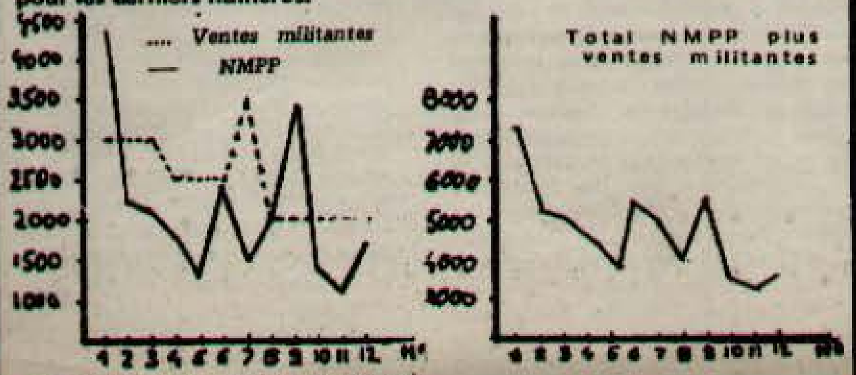
CCP Chenot Paris 4501/42

CHIFFRES DE VENTE DU JOURNAL

Ces chiffres concernent exclusivement Paris*(nous n'aurons pas avant le 15 juin les chiffres officiels des NMPP pour la province).

Plusieurs remarques : le chiffre de vente du numéro 1 est exceptionnel et s'explique par le phénomène de curiosité qui accompagne toujours la sortie d'un journal. On constate, en fin de chaque semaine, une chute des ventes, particulièrement visible le samedi (numéro 10). Le numéro 5 s'est particulièrement mal vendu à la suite d'un retard de l'imprimeur, ce qui avait empêché la diffusion du journal dans de nombreux kiosques. On constate enfin que d'avoir retardé d'un jour la sortie du journal après le premier tour (en raison d'impératifs techniques, nous n'aurions pu en donner les résultats) a particulièrement nui aux ventes NMPP.

Plus généralement, on voit que les ventes militantes sont beaucoup plus stables que les ventes NMPP et se sont fixées à 2000 exemplaires pour les derniers numéros.



• Paris ville seulement (sans les métros)

BILAN FINANCIER MOYEN DU QUOTIDIEN ROUGE SUR 6 NUMEROS

DEPENSES

Composition	
Locations machines, matériel	**3.000,00**
Impression	
Base de calcul 60000 ex. par jour	**75.000,00**
Frais de rédaction, charges	**6.000,00**
Loyer, téléphone, déplacements	**2.500,00**
Location Télex AFP	**3.000,00**
Publicité	**2.500,00**
Photos, frais divers	**1.200,00**
Total :	**93.200,00**

RECETTES (estimation)

Somme remise par les NMPP pour une vente nationale de :

8000 exemplaires par numéro	24.000,00
Ventes militantes	15.000,00
Total :	39.000,00
soit un déficit hebdomadaire de	54.200,00
10000 exemplaires	30.000,00
Ventes militantes	15.000,00
Total :	45.000,00
soit un déficit hebdomadaire de	48.200,00
15000 exemplaires	45.000,00
Ventes militantes	15.000,00
Total :	60.000,00
soit un déficit hebdomadaire de	33.200,00
20000 exemplaires	60.000,00
Ventes militantes	15.000,00
Total :	75.000,00
soit un déficit hebdomadaire de	18.200,00

Les calculs des recettes NMPP sont effectués sur l'estimation du nombre d'exemplaires par jour multiplié par 6.

2 GREVES AU COUDE A COUDE

HEXA-LIMBOURG : 200 travailleurs qui fabriquent des enseignes lumineuses apprennent que leur usine, rentable va se transporter à Tours.
BLINDEX : usine de batteries, salaires à la tête du client et surtout maladies entrainées par le traitement du plomb et de l'acide.

Le 1er mai, ils étaient dans la rue, l'aprés-midi ils se rencontrent dans Hexa occupé. Voici un extrait de cette rencontre reproduite par « Prenons la parole », journal des quartiers Nord de Marseille.

BLINDEX : Nous sommes en grève contre le racisme, à travail égale salaire égal, et il y a trop de petits chefs à l'usine et les conditions de travail ça ne va pas et surtout le patron se permet de baisser notre taux horaire et de le remplacer par une prime et les primes il peut du jour au lendemain les enlever.

HEXA : Nous luttons pour la garantie de l'emploi car ils veulent nous foutre dehors ; je pense que c'est plus important et que vous arriverez plus facilement à obtenir vos revendications. Quant au racisme, je pense que vous avez raison, il faut pas qu'il y ait de différence de race chez les travailleurs, vous travaillez comme les autres.

BLINDEX : Combien y a-t-il de grévistes ?

HEXA : Disons 90 qui sont présents dans l'usine et 180 en tout.

HEXA : Il y a une partie des gars qui étaient contre la grève et qui se sont pliés à la majorité et qui nous ont rejoints. Une partie a essayé de continuer le travail 1 ou 2 jours puis ils se sont arrêtés. On a mis dehors les employés de bureau non grévistes au bout d'une semaine. C'est à partir de là qu'on a occupé l'usine.

BLINDEX : Est-ce que les non grévistes sont payés par les patrons ?

HEXA : Ma foi, on ne sait pas.

BLINDEX : Chez nous, le patron a essayé d'achter les membres du bureau syndical en les nommant chefs.

HEXA : Ici il s'est passé la même chose. Les patrons se sont bien cassés le nez, ceux qui ont été nommés chefs ils ont été bien plus combatifs qu'au départ. L'essentiel c'est de jamais se laisser monter la tête.

BLINDEX : Chez nous aussi les nouveaux chefs font partie du mouvement. Le patron a voulu diviser et surtout il veut casser le syndicat. Mais ça n'a pas marché. Il a aussi donné de l'argent de la main à la main. 4 filles nous ont quitté comme ça. Elles sont rentrées travailler cachées dans la voiture du patron. Alors on a décidé de faire des piquets de grève jour et nuit. Il a essayé aussi de nous démoraliser en attaquant 10 d'entre nous en référé pour atteinte à la liberté du travail et comme la loi est bourgeoise, ils ont décidé de dissoudre le piquet de grève.

HEXA : Moi je préférerai avoir affaire à des patrons comme les vôtres, au moins c'est clair ! Nous, on est même pas sûrs d'en avoir un : c'est un fantôme !

BLINDEX : Nous, on en a 4 !

HEXA : Nous aussi on nous a dit qu'on respectait pas la liberté du travail. On a répondu qu'on n'avait pas de leçon à recevoir de la part des patrons concernant la liberté du travail et la liberté en général. Jusqu'ou peuvent aller les patrons, c'est incroyable ! Ils n'ont pas de limites. Ils enlèvent de plus en plus de libertés, de droits aux ouvriers. C'est même idiot de leur point de vue à eux.

HEXA : Ils parlent de liberté, ils nous accordent le droit de grève à condition qu'on s'en serve pas.

HEXA : Oui, l'administrateur nous a dit qu'il y avait suspension du contrat de travail à partir du moment où on fait grève. C'est aberrant.

BLINDEX : Et puis chez nous, ils ont envoyé 12 lettres de licenciement comme quoi faute de grève illicite et participation au piquet de grève. Et il y en a un qui est délégué et ça c'est pas légal.

BLINDEX : Et puis dans le travail, ils emmerdent toujours. Par exemple, on n'a pas le droit de fumer, et si on va aux WC pour griller une cigarette, ils passent après nous, ils reniflent et ils disent : « tiens, vous avez fumé ».

BLINDEX : Chez nous, il y a aussi la santé... D'abord, on a des lingots de plomb très lourds et des fois ils les mettent dehors, alors, quand il a plu, les mains glissent dessus et on s'abime les doigts comme ça. Et quand ils sont froids, ils explosent à la chaleur. L'oxyde de plomb aussi ça attaque les poumons. Et pas que nous car à côté de l'usine, il y a une maternelle qui est exposée à la poussiére de plomb. Il y a eu beaucoup de pétitions mais elles n'aboutissent pas car les terrains ont été cédés par les patrons de Blindex à condition que l'usine reste.

BLINDEX : Il y a pas de masques normaux. Ils sont en papier... tout juste bons pour les pharmaciens ! Les gants aussi, on a des gants en plastique et on touche avec des plaques de plomb de 400° ; alors ça se colle et on se brûle. C'est des gants bons pour la vaisselle, pas pour le plomb.

BLINDEX : Pour les lunettes aussi, il y en a pas pour la soudure. Quand j'y ai dit au patron, il m'a dit qu'il savait pas où en acheter...

BLINDEX : A cause de ça, un soir, un copain en rentrant chez lui a eu un accident en mobylette parce qu'il n'y voyait plus clair. Il y a une femme qui a attrapé la maladie du plomb en trois mois. Quand elle est allée le voir, le patron, il lui a dit : « Ma vieille, fais attention comment quand tu es au lit avec un homme ».

HEXA : Ah, que j'aimerai avoir un patron comme ça !

BLINDEX , Et puis, pour nous diviser, ils ont fait des vestiaires pour les français et d'autres pour les immigrés.

BLIDEX : Mais l'amitié est née dans la lutte, les patrons doivent se manger les doigts.

HEXA : Ici aussi on se connait mieux depuis qu'il y a la grève.

HEXA : Depuis un mois qu'on occupe, on se connait mieux maintenant que dans le travail. Oui, les relations qu'on avait avant et celles qu'on a maintenant sont totalement différentes.

BLINDEX : C'est en faisant la grève qu'on a appris à se connaitre, à savoir si on avait confiance ou pas, et sur qui.

BLINDEX : Oui, et pour démoraliser le patron on vient même 24 h sur 24,h au piquet pour remplacer les grévistes qui ne viennent pas, pour montrer qu'on y est toujours.

HEXA : Pourquoi vous occupez pas ?

BLINDEX : D'abord, il y a trop de portes, les murs sont bas et il n'y a que 60 grévistes dont 30 actifs. En plus, il y a un chantier dans l'usine dont les ouvriers sont achetés par les patrons de Blindex. Ça fait trop de problèmes.

HEXA : Mais nous aussi on a des problèmes : il y a deux autres boites ici qui continuent à travailler et c'est pas facile.

BLINDEX : Surtout que la grève était pas préparée du tout, c'est spontané quoi ! Et ça fait que 15 jours qu'on a le délégué.

BLINDEX : Et pour le soutien, on remercie bien le comité de soutien et la CFDT car c'est grâce à eux qu'on peut tenir le coup. Ils étaient là de bonne heure au piquet le matin et c'est bon.

BLINDEX : Et puis le soutien financier ce matin au défilé, on a ramassé 2745 F. Et le quartier aussi nous soutient : une nuit à 1 h 30, une femme m'a apporté du café. Depuis, quelqu'un m'a prêté une caravane pour le piquet de grève.

HEXA : Oui, quel que soit le parti, CGT ou CFDT, on se rend compte que la solidarité y est.

BLINDEX : Oui, une fois aussi il y a eu une collecte pour Blindex et Hexa. Il avait été proposé de donner 2/3 à Blindex et 1/3 à Hexa. Nous, on a dit qu'on était pas d'accord, on a proposé moitié à Blindex et moitié à Hexa. On est tous pareils, vous êtes en grève, on est en grève.

BLINDEX : Pour vous soutenir, je vais proposer à l'assemblée générale de Blindex qu'on fasse, une fois le travail repris, une caisse de prévoyance et aussi ue caisse pour Hexa. Chaque semaine, si votre grève continue, vous aurez du fric de Blindex, ça c'est sûr ! Et on essaiera de faire connaitre votre grève partout... On a discuté aussi si c'est possible qu'Hexa fabrique des autocollants pour nous comme les vôtres.

HEXA : On va en discuter puisqu'on est spécialisé là-dedans.

ils ne respectent pas la trêve

AUXERRE : MENACE DE FERMETURE D'UNE USINE DE CONFECTION

■ *Pour les 125 salariés de l'usine INOSAF, en majorité des femmes dont le quart a plus de cinquante ans, ce serait catastrophique : « On sort 120 manteaux par jour, nos mois sont en moyenne de 900 F, et en magasin, les manteaux Féraud se vendent 1200 F. On se demande comment l'entreprise réussit à faire faillite ». Nous ne nous laisserons pas déposséder, ajoutent les ouvrières, si l'usine est liquidée, nous l'occuperons. En solidarité avec d'autres usines du groupe, elles avaient déjà débrayé deux heures à 100 % en février. « Allons-nous voir un nouveau Lip ou Rateau ? » s'interroge la presse régionale.*

ON NE TRAVAILLE PAS UNE CAMERA DANS LE DOS

■ *Une camionnette d'une entreprise d'électricité venait tous les soirs quand les ateliers des éditions « Quo Vadis » à Nantes étaient vides. Le 8 mai, le personnel découvre tout un réseau de caméras et de micros à des fins de surveillance. Le 9 mai, les 150 employés débrayent.*

LE PATRON DE LA SAFAA–MASSY A CEDE

■ *Mardi 7 mai, les ouvriers ont repris après quinze jours complets de grève ayant obtenu : 96 F pour tous en trois étapes, l'échelle mobile avec revalorisation tous les trois mois, 84 % du 13ème mois réclamé, et surtout l'annulation des deux tentatives de licenciement qui avaient provoqué le départ en grève.*

L'extension de la lutte aux employés et techniciens, la popularisation sur la région de Massy organisée par un **comité de soutien**, *soutenu par les UL CGT et CFDT, ont permis ce succès.*

INEGALITE DEVANT LES MORTS !

■ *Pour les vingt manipulateurs de cadavres, 3000 corps par jour, à la morgue du Pont d'Austerlitz aux fins d'autopsie, 4,12 F de prime pour chaque identification, quand un commissaire touche 40 F, un flic 18 F et un médecin légiste 170 à 200 F, suivant l'état plus ou moins avancé de putréfaction. Ils réclament une prime de sujétion de 15 F et que leur profession soit classée insalubre au même titre que les égouttiers.*

PTT : TOUT POUR BATTRE GISCARD !

■ *Dans les PTT, nous connaissons les intentions de Giscard : rentabilisation, contrôle de gestion, démantèlement. Déjà le téléphone a été livré aux appétits des trusts comme ITT, CGE, Honeywell-Bull. Ce que Giscard appelle la modernisation entraîne des milliers de licenciements dans les centres de chèques. Que Giscard ne se fasse pas d'illusions : moins que jamais nous ne sommes prêts à nous laisser faire !*

Dans l'immédiat, pour battre Giscard, quelles sont les tâches des révolutionnaires ?

REUNION PUBLIQUE PTT
du Front Communiste Révolutionnaire et des Groupes Taupe Rouge PTT
Samedi 11 mai à 14 heures
Salle Alésia Châtillon
16 avenue Jean Moulin
Métro Alésia

IMMIGRES SANS PAPIERS, APRES LA VICTOIRE LA LUTTE CONTINUE !

Depuis vendredi, le 9 rue Dulong, lieu de la lutte des immigrés grévistes de la faim, a été abandonné. Cela faisait partie des conditions du ministère du travail et la police s'assure qu'il n'y a plus personne. Le rassemblement des travailleurs sans papiers ou sous contrat se fait maintenant au 154 rue St Maur (11ème) pour déterminer la poursuite de la lutte et en déterminer les formes, la popularisation, etc.

C'est une victoire mais une victoire partielle. Il reste tous les autres sans papiers, en particulier les 400 Pakistanais et les 100 Mauriciens qui, eux, n'ont que des contrats provisoires. Pour être régularisés, ils doivent trouver un travail avant le 1er juin. Sinon ils seront rapatriés. N'attendons pas que l'un d'entre eux se brûle pour réagir. Ne retombons pas dans les mêmes erreurs pour qu'ils se retrouvent dans le même isolement que celui où ils étaient il y a quelques jours encore. C'est la tâche de tout révolutionnaire.

S'ils n'ont pu obtenir la régularisation de tous les immigés sans papiers ou sous contrats, ils nous ont montré la voie : seule la lutte résolue paye. La grève de la faim est maintenant un stade dépassé, l'occupation du bureau de la main-d'œuvre nous montre d'autres formes de lutte. A l'heure actuelle la question qui se pose c'est comment continuer la lutte, comment éviter les divisions organisées par le ministère et le gouvernement.

Comme le chantaient les occupants quand ils ont quitté l'immeuble : « Ce n'est qu'un début, le combat continue » !

solidarité CGT
AUX TRAVAILLEURS
HEXA LIMBOURG
IMPRIME PAR LES TRAVAILLEURS EN GREVE

TOULON

LA RIPOSTE S'ORGANISE

L'arrestation des marins de Toulon commence à se retourner en boomerang contre Galley. Une riposte unitaire commence à se développer au plan national comme au plan local.

A Toulon, Draguignan, Aix en Provence, des tracts ont été diffusés. Le tract diffusé à Aix par les militants de l'AMR, du CAM, du FCR, de Révolution, du PSU, de Libération, met les choses au clair :

« La bourgeoisie française ne peut pas tolérer l'antimilitarisme, surtout lorsqu'il se développe au cœur même des casernes.

Galley ne tolère pas qu'un Krivine dénonce l'armée de guerre civile à la télévision.

Il ne tolère pas l'extension des comités de soldats, ni l'existence du Front des soldats, marins et aviateurs révolutionnaires.

Il ne tolère pas que des soldats en uniforme manifestent dans la rue le 1er mai avec les travailleurs. »

A Aix une pétition circule, signée déjà par des militants de l'UEC. Dans les facs, aux portes des resto U, des panneaux popularisent la lutte des marins de Toulon.

Une manifestation régionale est prévue. Elle pourrait se tenir à Toulon et prendre la forme d'une marche sur la gendarmerie maritime.

Dans tout le pays, l'exemple des militants antimilitaristes et révolutionnaires du Sud-Est doit être repris et développé.

Dressons un mur de solidarité contre la répression militaire !

Exigeons la libération de tous les emprisonnés de Toulon, Mourmelon, Reims et Nancy !

COMMUNIQUE DES ORGANISATIONS DE TOULON

A Toulon, 4 marins appelés sont toujours tenus au secret dans les locaux de la Préfecture maritime. Ils sont accusés d'être membres des « comités de marins » qui ont diffusé plusieurs milliers d'exemplaires de « COL ROUGE » journal qui défend les revendications spécifiques des marins et s'insurge contre les brimades militaires.

Alors même que le grand patron de la flotte, l'Amiral de Joybert s'est permis maintes fois des déclarations publiques tonitruantes contre les antimilitaristes, alors même que passant outre à l'« obligation de réserve », il y a peu de temps, le contre-amiral de Gaulle se permit de soutenir publiquement le candidat Chaban.

Alors que, deux mois après les manœuvres anti-guerilla dites de la « Marie Galante » à la Guadeloupe du 33ème RIMA et des navires Jeanne d'Arc et « Puma », la marine française vient de manœuvrer avec la marine sud-africaine au large des côtes de l'Afrique australe.

Galley continue à faire deux poids, deux mesures et démontre concrètement ce qu'il entend par « l'armée, dernier rempart de la société libérale ».

Déja à Mourmelon, une dizaine de soldats sont emprisonnés, 2 à Reims, 4 a Pont St Vincent, partout l'armée emprisonne. Nous ne la laisserons pas faire.

Nous appelons tous les antimilitaristes, tous les militants ouvriers et révolutionnaires, ainsi que les organisations politiques et syndicales à se mobiliser dès maintenant pour la libération de tous les soldats et marins emprisonnés.

FCR, FSMAR, CDA, CAM, Révolution, ARS, AMR, Informations pour les droits des soldats, Fédé de Paris du PSU, MDPL, CSOC

LES 7 % ÇA N'EXISTE PAS

Deux morts en quatre jours. Un bilan « ordinaire » pour l'armée de Galley.

Le 4 mai, un camion militaire se renverse sur la route de Toulouse: 1 mort (Christian Weissenbach), 8 blessés.

Les camions venaient du Larzac où le RHP de Tarbes (paras) était en manœuvre . Les camions étaient en surcharge. Le chauffeur 2ème classe avait refusé de conduire, trop crevé. Il avait fallu qu'un petit chef montre de quoi un homme est capable : c'est lui qui avait pris le volant.

Le CDA de Tarbes a entamé, auprès des lycéens et des soldats une campagne pour dénoncer la responsabilité de la hiérarchie militaire.

Le 9 mai, un para apprtenant au 3ème Régiment de paras d'infanterie de marine a été tué au CEC de Mont-Louis tristement célèbres. Il a été écrasé par un char en cours d'exercices.

On sait en quoi consistent ces exercices : les appelés plongent entre les chenilles d'un char roulant à 20 km/h. Un écart du conducteur, un plongeon hâtif et c'est l' « accident ».

Nous continuerons à apperler cela un assassinat

LA PUCELLE REND LES ARMES (suite)

A Orleans, on aime vraiment les défilés militaires. Après celui du 7 — quelque peu animé par les militants du CDA — on remettait ça le 8. Cette fois, c'est une banderole du CDA (« l'armée emprisonne ») qui s'est gracieusement élevée dans les airs, portée par des ballons, et immobilisée au-dessus du défilé.

Les galonnés en parade ont apprécié !

LETTRE D'UN DES QUATRE DE TOULON

X...,

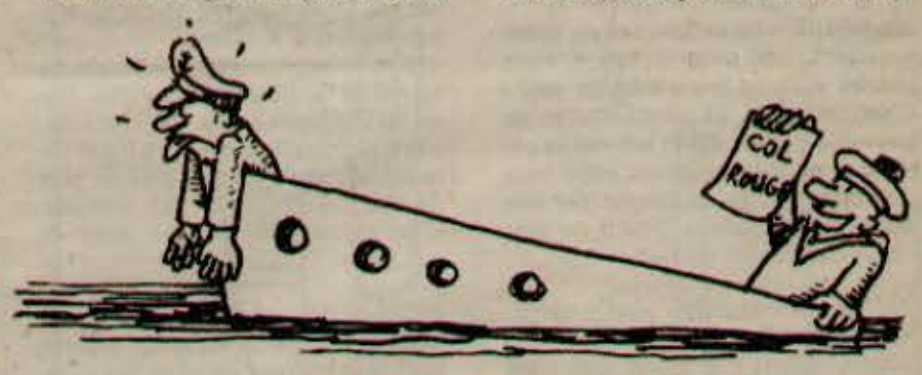
Je t'écris cette lettre de prison. Hé oui ! C'est là que je suis depuis la nuit de lundi à mardi. Et pas pour des bricoles encore ! « Complot visant à porter atteinte à la discipline des armées ». Je passerai peut-être en procès avec 3 ou 4 copains, mais je ne le saurai sans doute pas avant la fin du mois beecause les élections évidemment.

Je me rendais tranquillement chez deux copains. Mais ce sont des gendarmes maritimes qui s'y trouvaient. Un autre mataf et un civil sont arrivés après moi. Y en a qui n'avaient pas dû résister à un début d'interrogatoire un peu brusque. Quant à moi, j'ai la tête dure et les Bretons n'ont pas la réputation d'être têtus pour rien (...).

Si bien que je pense que je suis installé ici au moins pour deux mois. C'est le maximum que je peux chopper sans passer en procès (TPFA). Je ne saurai sans doute pas s'il y en aura avant la fin des élections. Car il est évident que ça aura de l'influence. Tout comme les réactions normales, très prévisibles également.

Voilà, voilà !... C'est pas le pied quoi !

A part que je me sens un peu seul dans ma petite piaule, ça va pas trop mal. J'ai recommencé à apprendre l'espagnol avec un bouquin en 90 leçons (une par jour). J'aurai peut-être fini en sortant de là. A part ça, j'ai un atlas de poche, un livre sur la civilisation et l'histoire des Celtes. Et je me demande si je ne vais pas cultiver un peu le breton qu'il me reste. Un joli programme quoi ! Au moins, je ne vais pas tout à fait perdre mon temps. Faut savoir tirer le meilleur parti possible de n'importe quelle situation. Et puis je suis sûr qu'en sortant de là je dirai que c'est une expérience enrichissante. C'est peut-être enrichissant, formateur, et tout et tout, mais ce n'est quand même pas très rigolo (...). Tout seul à longueur de journée, sauf une demi-heure le matin et une autre en fin d,après-midi avec un gardien à tourner dans une petite courette. C'est dire que le moral ne peut être que ralativement bon. Je crois qu'il en faudrait bien plus pour m'abattre. Mais je compte quand même sur toi pour m'écrire régulièrement et me dire ce qui se passe de l'autre côté des barreaux. Je pense que tu sais que le courrier est ouvert, du moins il y a de grandes chances (...).



COMMANDANT PRIS DE MAL DE MER

RASSEMBLEMENT INTERNATIONAL

appel du CDA, du CAM, du CSOC

Paris le 7.5.74

Camarades,

Dans de nombreux pays, les différentes bourgeoisies européennes se préparent à affronter une vague de luttes populaires et à faire face à une crise économique et politique sans précédent. Elles tirent à leur manière les leçons du putsch des généraux fascistes chiliens : elles préparent leurs armées à affronter les travailleurs. Elles le font en liaison avec l'OTAN, parfois sous l'impulsion même de l'impérialisme américain. Dans de nombreux pays un inquiétant bruit de bottes se fait entendre.

* En France, l'armée prépare ouvertement la lutte contre « l'adversaire intérieur », c'est à dire contre les masses populaires. Elle recueille des renseignements sur les militants de gauche, sur les responsables politiques et syndicaux. Elle emprisonne les soldats coupables d'avoir voulu dénoncer l'état d'esprit inquiétant qui règne parmi les officiers ou d'avoir protesté contre la privation des libertés les plus élémentaires dans les casernes.

* En Italie, l'armée multiplie les manœuvres destinées à répéter l'écrasement d'un hypothétique mouvement subversif ou à préparer un véritable coup de force, accompagné de l'arrestation des dirigeants politiques et syndicaux et de l'occupation militaire des centres urbains. La recrudescence de ces activités a été notée par de nombreux journaux.

* En Irlande, l'armée britannique est le fer de lance des opérations destinées à briser le mouvement populaire. Elle renoue avec la sinistre tradition des camps de concentration et des tortures.

* Dans de nombreux autres pays, comme en Suède ou en Belgique, les armées préparent aussi leur reconversion contre la « subversion ».

Toutes ces armées ont des systèmes de conscription et des traditions différentes. Mais toutes n'ont qu'un ennemi : les travailleurs. Mais toutes collaborent entre elles, et la plupart sont à l'OTAN.

Dès aujourd'hui d'importantes leçons pour l'activité antimilitariste des révolutionnaires peuvent être tirées des préparatifs de guerre civile par les différentes armées ; il est

important de mettre à jour les liens qui existent entre elles, il est important de faire le bilan des luttes antimilitaristes menées tant dans les casernes que dans la population, de tirer nous aussi des enseignements de la tragédie chilienne, de définir des axes communs de lutte. Contre l'Europe des généraux, nous devons réaffirmer avec force que les travailleurs n'ont pas de patrie.

C'est pourquoi nous vous invitons à une **rencontre européenne des mouvements antimilitaristes**, qui se tiendra à Paris les 15 et 16 juin 1974. Cette rencontre prendra la forme d'un meeting public et de forums de discussions. Nous prévoyons pour l'instant les forums suivants :

1. les plans de guerre civile des différentes armées
2. le service militaire, les comités de soldats, les revendications
3. les réformistes face à l'armée
4. le mouvement antimilitariste civil
5. l'OTAN, les liens entre les armées impérialistes
6. l'armement des travailleurs, l'armée populaire, le peuple en armes
7. les déserteurs, l'insoumission, l'objection de conscience.

Nous vous enverrons de plus amples détails sur l'ordre du jour, sur les modalités techniques, ainsi que des textes préparatoires pour le 25 mai.

De votre côté, si vous avez des suggestions à faire, vous pouvez nous les envoyer pour la même date. Il serait important que vous puissiez faire une contribution écrite à cette rencontre, si cela vous intéresse. Pour des raisons de préparation politique et de traduction, nous aimerions avoir ces textes pour la même date.

Nous comptons sur votre présence.

Salutations antimilitaristes,
Le CAM, le CDA, le CSOC

Adresses pour la correspondance :
Daniel GUERIN
BP 247-16
75765 Paris Cedex 16

MDPL
BP 126-10
75010 Paris Cedex 10

Cette invitation a été adressée à :

ITALIE
Comitati proletarii antimilitaristi
Proletarii in divisi
Se la patria chiama
LOC

ANGLETERRE ET IRLANDE
IRA (provisionnals)
IRA (officials)
People's democracy
Troops out movement

BELGIQUE
Comités anti VDB

AUTRICHE
Links um

SUEDE
Foufolket
Soldatid ningen

ALLEMAGNE
Barras
Links um

HOLLANDE
BVD
VVDM

DANEMARK
Comité Vietnam

USA (EUROPE)
RITA ACT
Forward

FRANCE
(en plus du CDA, CAM, CSOC)
Alliance révolutionnaire des soldats
Front des soldats, aviateurs et marins révolutionnaires
Comité de déserteurs portugais
Comités de lutte des bidasses et Col Rouge

Cette liste est encore provisoire.

LA PAROLE AUX PETROLEUSES

Les Pétroleuses, tendance lutte de classe du Mouvement de Libération des Femmes, viennent de publier un 4 pages, largement diffusé le 1er mai dans le cortège des révolutionnaires et à la Courneuve. Elles opposent aux programmes électoralistes le point de vue des femmes. C'est une arme de plus à quelques semaines des journées de lutte des 9 et 10 juin.

Rouge en publie les principaux extraits.

ALORS, POUR NOUS, CHANGER LA VIE ?

– C'est d'abord clamer notre existence, revendiquer notre autonomie, ne plus être celle qui ne vit que pour et par les enfants, le mari.

– C'est aussi disposer de notre corps : avoir des enfants si nous le voulons, quand nous le voulons. Le développement scientifique nous permet de ne plus vivre dans l'angoisse perpétuelle de la grossesse.

Avortement, contraception, libres et remboursés, y compris pour les mineures !

– C'est prendre possession de notre corps. En profiter alors que ce sont les autres qui en profitent. Notre corps n'est pas un utérus qui souffre. Il n'est pas non plus celui d'une poupée faite à la chaine. **Nous ne voulons plus être maman ou putain.** Nous voulons jouir de notre corps. Nous ferons de la sexualité et de la maternité un plaisir **pour nous aussi.**

NOUS FONT-ILS DES FLEURS ?

Le programme commun propose la retraite a 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.

Qu'est-ce qu'ils sont gentils avec nous ! Sommes-nous donc plus fragiles ? Vieillissons-nous plus mal ?

Non, c'est simplement reconnaître que les femmes sont plus usées par le travail. C'est simple, nous en faisons le double !

POUR NOUS PERMETTRE DE VIVRE ET PAS SEULEMENT DE TRAVAILLER !

Nous voulons des laveries, des équipements collectifs dans tous les immeubles, des terrains de jeu, car les enfants n'ont pas besoin d'adultes quand ils ont où jouer. Des restaurants collectifs à bas prix dans les quartiers.

Nous voulons des écoles, des centres de loisirs, des colonies de vacances, des crèches gratuites ouvertes 24 h sur 24 h, où les enfants ne soient pas entassés.

Nous exigeons, quand les gosses sont malades, que les congés soient accordés aussi bien pour les hommes que pour les femmes.

Nous voulons que la prise en charge des enfants, des tâches domestiques ne soit pas exclusivement assumée par les femmes.

POUR VIVRE AUTREMENT, TRAVAILLER AUTREMENT !

Nous revendiquons le droit de participer à part entière à toutes les activités sociales, culturelles et politiques.

– Nous savons que cela passe par le reconnaissance de notre droit au travail :

A travail égal, salaire égal ! Aucune discrimination dans l'emploi !

– Nous savons que cela passe par avoir le temps de vivre et en finir avec cette cavalcade quotidienne : debout 6 h, 8 h le métro, 9 h le boulot, 18 h le métro, 19 h les courses, 20 h les gosses, 23 h le lit et pas souvent pour le plaisir, et ça recommence.

C'est rompre radicalement avec notre isolement, avec cette société qui prône chacun pour soi, chacun chez soi.

Réduction du temps de travail pour tous !

POUR CHANGER LA VIE, NOTRE VIE, IL FAUT CHANGER LES BASES MEMES DE CETTE SOCIETE

Avec ceux qui ont intérêt à ce changement radical, les plus exploités, les plus opprimés, les travailleurs dans leur ensemble, tous ceux qui n'ont rien à perdre dans cette société de requins.

Nous ne croyons pas cependant qu'un changement des conditions économiques et matérielles soit suffisant pour changer les mentalités.

CONSTRUIRE UN MOUVEMENT DES FEMMES

(...) Depuis quelques mois, des femmes se sont retrouvées dans des groupes, entre elles, sur leurs lieux de travail, dans leurs quartiers, hors du jugement des hommes. Pour papoter, diront certains !

En nous retrouvant, nous nous sommes aperçues que chacune dans son travail, à la maison, vivait les mêmes problèmes :

– déshabillées par le regard des hommes dans la rue ;

– rivées aux berceaux de nos enfants ;

– incapables de vivre de manière autonome, toujours tributaires des propositions, des décisions de nos compagnons.

Alors ? Ces discussions nous ont permis de comprendre le rôle qu'on nous inculque, l'oppression qui nous emprisonne.

Prendre la parole ne suffit pourtant pas.

Nous avons d'abord, seules, hurlé Y'EN A MARRE à ceux qui nous entouraient.

Mais le Y'EN A MARRE collectif que nous clamons aujourd'hui, nous nous rendons compte qu'il est décisif, non seulement pour nous, mais pour tous ceux qui se battent contre cette société et qui s'aperçoivent ainsi que nous existons.

Sur Paris, plus d'une dizaine de groupes de femmes se coordonnent, échangent leurs expériences, préparent leur apparition. Nous savons que des groupes existent en province et c'est le sens que prend l'appel des « PETROLEUSES » pour une rencontre nationale des femmes et des groupes de femmes les 2 et 3 juin à Paris.

On ne mendie pas un juste droit, on se bat pour lui !

Nous choisirons ! Nous ferons tout pour combattre, pour chasser ceux qui profitent sur notre dos, sur notre ventre.

C'est pourquoi nous sommes concernées par ces élections.

Mais à tous ceux qui se réclament du socialisme, en continuant à nous confiner dans nos cuisines, nous montrerons que le bulletin de vote n'est pas suffisant, nous imposerons nos aspirations par la lutte, par notre regroupement.

Nous ferons de la grève des femmes les 9 et 10 juin des journées de lutte contre l'oppression des femmes, l'affirmation de notre force.

« LE COURAGE DU PEUPLE »

■ « Arracher à l'oubli des événements qui ne doivent pas être oubliés, des événements sur lesquels on a jeté un voile de confusion et d'erreur ; arracher à l'oubli des situations historiques essentielles, des noms qui doivent rester inscrits au livre de la justice du peuple ».

C'est ainsi que Sanjines (metteur en scène bolivien, auteur du « Sang du Condor ») explique les objectifs de son dernier film : « Le Courage du peuple ». Le film montre le massacre de la nuit de la St Jean, le 24 juin 1967, dans les mines d'étain de Siglo XX. C'est sous le régime de Barrientos. Depuis 1964, les mineurs et leurs organisations subissent une répression énorme : syndicats décapités, emprisonnements, présence de l'armée autour de la mine.

A la veille d'un meeting où devait se créer un front commun ouvriers-étudiants-mineurs lié à la guerilla du Che, l'armée intervient, investit les maisons de Siglo XX une à une.

Le film a été fait par les mineurs et leurs familles qui ont vécu le massacre, ce qui est absolument extraordinaire. Sanjines donne la parole à Domitilia Chungara, dirigeante de l'organisation des femmes de mineurs, à Federico Vallejo, mineur qui fut torturé pour avoir pris la tête d'une délégation de protestation des familles dont les hommes avaient été kidnappés par la police.

Les images sont belles, les paroles simples, car le film est conçu comme une arme militante (on est bien loin du « réalisme socialiste »...). Il devait être diffusé partout en Bolivie, comme le film précédent (Le Sang du Condor) pour être discuté, etc. En fait, il n'a pu l'être, ayant été terminé deux jours avant le coup d'Etat fasciste de Banzer. Ce que le film ne précise pas suffisamment ce sont les conditions politiques qui rendaient la menace de front commun mineurs-étudiants si redoutable pour le pouvoir. On aurait aimé savoir qui organise les meetings clandestins dans les galeries des mines, quelle ligne politique défendaient les organisations de mineurs.

Sanjines insiste sur le « nationalisme » des mineurs, leur anti-américanisme au nom d'une Bolivie plus « vraie », rendue à elle-même. Le problème du « nationalisme », celui de la lutte armée, sont posés mais pas d'une façon claire.

Cependant, c'est un film à voir absolument. A nous d'organiser à partir de ce film des débats sur la stratégie révolutionnaire en Amérique Latine et en Bolivie.

Le film est programmé au 14 Juillet (Métro Bastille) avec un excellent court métrage sur la grève des filles de Cerisay, grève dont nous parlerons dans un prochain article.

« LES ASSIETTES »

■ Fellini, somptueusement, célébrait naguère le crépuscule des clowns disparaissant avec le cirque. Mais si les clowns avaient de plus profondes racines que le cirque ? Seuls des esprits superficiels peuvent croire que les clowns ne furent que les bouffons des enfants. Les grands clowns ont été grands parce qu'ils touchaient à des fibres profondes, parce qu'ils nous renvoyaient, déformée mais révélatrice, notre image, dérision de l'humanité et suprême humanité.

Dans la salle minuscule du Petit-Odéon, Philippe Gaulier et Pierre Byland sont des clowns pour notre temps. Joe (Gaulier) autant que de l'Auguste, procède d'Ubu et de Falstaff ; Bob (Byland) plus classique, oscille toutefois entre l'amertume de Buster Keation et la radieuse stupidité des personnages d'Ionesco. C'est dire qu'ils ont assimilé la leçon du théâtre de l'absurde (n'a-t-on pas joué En attendant Godot en costumes de clowns). Peut-être ont-ils pris là la pointe d'angoisse qui perce dans leur Homme à la valise. Mais qu'on aille pas cependant chercher chez eux des préoccupations métaphysiques : clowns ils sont, avec ce que cela comporte d'optimisme fondamental qui triomphe par et dans le rire. Et l'on rit aux Assiettes de bout en bout. Les clowns d'antan cassaient couramment des assiettes, par « accident », « maladresse », ici on les massacre volontairement, systématiquement, avec une émulation de froide frénésie. La bêtise satisfaite exprimant sa supériorité dans la destruction gratuite, c'est peut-être la plus courte définition du moment que nous vivons : il est ici condamné par la caricature ; et la caricature, cela libère, lave intérieurement, rend plus lucide.

Le Petit-Odéon — 21h 30 — places 10 F étudiants 5 F.

Exclu de la CGT parce que révolutionnaire

LETTRE OUVERTE A SEGUY

Nous publions la lettre de Denis Lafontaine, militant CGT du syndicat des contrôleurs de route et agents de train de Lyon. Il est évident que l'exclusion bureaucratique de la CGT par la fraction PCF du syndicat sanctionne l'appartenance de notre camarade au FCR. Bien sûr, cette exclusion et ses conséquences sur l'organisation syndicale ne peuvent que renforcer la position des patrons de la SNCF, et plus généralement le patronat. Que Mitterrand l'emporte ou pas, les travailleurs ne permettront pas que de telles pratiques qui nuisent à leur unité s'instaurent. Cette affaire est du ressort du mouvement ouvrier : c'est aux syndiqués, aux travailleurs, de la discuter, d'exiger que soient abandonnées de telles pratiques, de rapporter la mesure d'exclusion de Lafontaine. Nous traiterions comme il convient toute exploitation que « de bonnes âmes » voudraient tenter de cette affaire. Nous ne discuterons pas des libertés avec les ennemis de la liberté, les patrons et « leur Giscard » et leurs politiciens !

Camarade,

Je suis militant du Front Communiste Révolutionnaire, militant de la CGT du syndicat des Cheminots et je viens d'être exclu de la CGT. D'abord, les faits : Lorsque j'arrive à Lyon, mon travail à la CGT mène très vite le syndicat à un renforcement réel des effectifs : les décisions, l'animation de la vie quotidienne du syndicat, la pratique d'une information constante des syndiqués par un bulletin mensuel, des réunions de formation, des assemblées de syndiqués pour discuter, élaborer les revendications, bref, pour ouvrir, comme le déclarait le CCN des 12 et 13 décembre 1973 « la CGT à tous », constituent mon activité. Donc, l'application vivante de la démocratie syndicale, mais aussi une pratique constante de l'unité syndicale par des discussions en intersyndicale CGT-CFDT, sur les revendications et la conduite des luttes, puis par une large information à tous les travailleurs du centre. Cette pratique ne correspondait-elle pas à ce que toi-même tu fixais comme tâche aux militants le 6 septembre 1973 : «... Nous devons être à l'initiative, mais attentifs à tout ce qui se passe parmi les travailleurs prêts à répondre à toutes les questions qu'ils se posent, à les éclairer sur tous les problèmes afin d'obtenir leur adhésion aux objectifs revendicatifs et leur participation consciente à l'action ».

Ainsi, la plateforme revendicative élaborés par les cheminots de Lyon, CGT et CFDT, fut discutée dans toutes les autres résidences du Sud-Est et la décision de grève fut prise à la base après une série de rencontres de reèsonsables syndicaux (ou de militants mandatés) dans le cadre des coordinations intersyndicales sur le Sud-Est. Les grèves de juillet-août posaient les revendications les plus urgentes du contrôle et des agents de train, elle s'étendit dans l'Est jusqu'à Strasbourg, sur toute la banlieue parisienne, dans le Nord. Démocratiquement encore, il fut décidé de poursuivre l'action dès la rentrée de septembre. Pour éviter tout isolement, tous les militants actifs dans la grève prenaient les décisions de popularisation auprès des cheminots des autres activités, auprès des travailleurs usagers de la SNCF. Cette grève fut éminemment populaire. Je me suis trouvé là aussi « à la tête des luttes, avec le souci de créer les meilleures conditions pour que puisse s'exprimer et se concrètiser partout, l'initiative créatrice des masses, se multiplier les formes d'action les plus efficaces, les mieux adaptées à chaque situation, sans crainte des formes nouvelles (souligné par nous NDLR) », comme tu le recommandais en septembre 73.

« ...Au mépris du fonctionnement du syndicat... »

Cette lutte, la fédération des cheminots l'a immédiatement condamnée comme « gauchiste, aventuriste, irresponsable ». Une véritable campagne prit un tour calomniateur, mensonger, à la limite malhonnête contre moi. Il faut rappeler les trois destitutions de mes responsabilités syndicales ; les réélections successives par l'ensemble des syndiqués (sauf 4 ou 5, toujours les mêmes), la contestation par le secteur de la validité des votes, puis le refus du secteur de me reconnaître comme responsable syndical. Pourtant, j'ai continué mon activité. Le secteur a donc poursuivi une campagne devenue scandaleuse : on m'accusait d'être un cédétiste camouflé, puis un tenant du syndicat autonome, on est allé jusqu'à m'accuser d'avoir usurpé le timbre du syndicat ! Au mépris du fonctionnement du syndicat, ces calomnies ont été diffusées en dehors du syndicat.

Lorsque le secteur déclare « avoir été saisi par plusieurs syndiqués d'une demande d'exclusion », on peut s'étonner puisque lors d'une réunion du 6 mars, n'assistent pas les 42 syndiquée CGT du contrôle et agents de train... qui signent une pétition « refusant l'exclusion ». Mieux : même 7 des 12 membres du bureau syndical où j'étais signent cette pétition !

« ...le seul moyen de redonner vie au syndicat... »

Sur Lyon-contrôle et agents de trains, le nombre des syndiqués est maintenant ridicule... C'est la destruction du syndicat qui est la conséquence de cette scandaleuse exclusion !

L'exclusion aurait été votée au Conseil Syndical, c'est-à-dire par les responsables des autres sections syndicales, et pas par ceux devant lesquels je suis responsable, les syndiqués de ma section technique, qui n'ont été ni informés, ni consultés. Même la publicité de l'exclusion a été assurée ailleurs, aux autres cheminots, par ceux-l même qui m'ont exclu, et par ceux... qui ont voté mon exclusion au Conseil Syndical sans connaître ni mon activité, ni mes positions. Voilà une exclusion profondément anti-statutaire, non conforme à la démocratie syndicale la plus élémentaire !

Jadis, il y a de nombreuses années, tu as été cheminot, camarade Séguy : tu te rappelleras sans doute qu'ils ont leur franc-parler et de solides traditions syndicales, les cheminots ! Ainsi au congrès de cheminots CGT, le délégué du Sud-Est parlant de la grève de juillet-août, déclarait : « c'est notre comité de secteur et notre syndicat qui ont soutenu la grève. Nous considérons comme inadmissibles les écrits qui ont été publiés par certains à l'encontre de nos militants. C'est la CGT qui en souffre et il faut crever ces malentendus ». C'est pourtant la fédération CGT qui a disqualifié la lutte, lutte qui a été menée par la masse des contrôleurs et par leurs sections syndicales et non par une poignée d'« aventuristes ».

Le camarade de Montpellier vient expliquer au congrès que les décisions du secteur de ne pas participer à la grève ont amené 13 syndiqués à rendre leur carte.

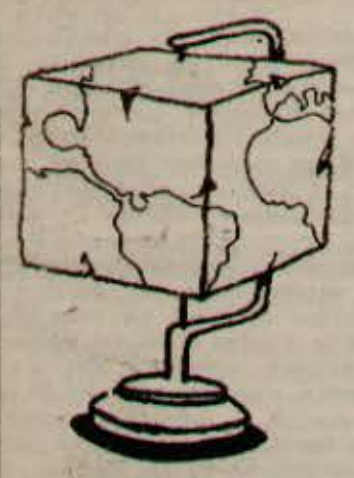
Ainsi, après ce congrès où ont percé les critiques de l'arrêt de la grève de 71, et ses conséquences : la perte de 1,5 % de syndiqués au plan national, après la grève de juillet-août où d'autres cartes ont été perdues à cause de l'attaque fédérale, après que « Lyon service électrique » annonce la perte des 2/3 des syndiqués pour cause d'« incapacité des directions », mon exclusion vient montrer que la violation de la démocratie syndicale affaiblit l'organisation des travailleurs davantage.

La vérité est que j'ai été exclu parce que je suis un militant ouvrier révolutionnaire : il n'y a eu pour m'exclure que les militants responsables connus pour leur appartenance au PCF. Pour notre part, nous ne contestons aucune opinion se réclamant du mouvement ouvrier : mais la démocratie syndicale, dans la définition des revendications, dans la conduite des luttes, dans les formes d'organisation, de popularisation, de défense de la lutte, doit être appliquée totalement : elle seule permet le renforcement de l'organisation, étend son caractère de masse, quand les syndiqués décident après avoir entendu toutes les opinions. L'application de la démocratie ouvrière soude entre eux, comme lors des grèves de juillet-août syndiqués des diverses centrales et non-syndiqués.

Militant révolutionnaire, militant syndical dévoué, mon exclusion par une direction de secteur PCF, sans consultation des syndiqués, est une violation totale de l'indépendance organisationnelle du syndicat, qu'elle affaiblit face à l'ennemi de classe.

Il faut rapporter, annuler cette mesure bureaucratique : il faut me donner le droit démocratique de défendre mes positions devant les syndiqués CGT. C'est le seul moyen de redonner vie aú syndicat abandonné, de renforcer le syndicat de classe.

Denis Lafontaine.



aux quatre coins

COMITE FRANCE – REPUBLIQUE DOMINICAINE COMMUNIQUE

■ *A neuf jours des élections générales en République Dominicaine, le gouvernement dictatorial de Joachim Balaguer, né de l'intervnetion nord-américaine de 1965, accentue de manière brutale la répression contre le peuple.*

Visiblement préoccupé par la montée des mobilisations populaires répudiant sa politique, le gouvernement balaguériste cherche à contenir la protestation en assassinant un Dominicain toutes les quinze heures. Les détenus et les torturés se comptent par milliers.

En même temps, pour demander une amnistie générale, les prisonniers politiques dominicains ont entamé dans tout le pays une grève de la faim de durée illimitée. La grève des détenus est aussi suivie par leurs familles et proches, alors qu'un nombre considérable de prêtres, d'hommes et de femmes du peuple, ont occupé diverses églises dans tout le pays.

Le mouvement gréviste a aussi pour objectif l'amnistie de tous les exilés.

Il existe de sérieux témoignages disant que le gouvernement pro-impérialiste de Joachim Balaguer, face à la situation politique grave qu'il rencontre actuellement, se prépare à réaliser un coup d'Etat par le gouvernement lui-même, dans le but d'étouffer dans le sang le mouvement des masses.

Avant que ne se produise un fait de cette nature, nous alertons l'opinion publique française et lui demandons sa solidarité avec le peuple dominicain.

LE ROYAUME DU DANEMARK SE RECROQUEVILLE

■ *L'Europe part en morceaux. Après les mesures protectionnistes prises la semaine dernière par le gouvernement italien, c'est maintenant le royaume du Danemark qui taxe ses importations. Pour devancer la montée prévisible de prix, la population s'est ruée sur les magasins, pour stocker, cependant que plusieurs milliers de travailleurs, dans les chantiers navals notamment, se mettaient en grève jeudi contre « les projets anti-sociaux ne lésant que les pauvres du pays ». De son côté, le gouvernement Wilson négocie avec les Etats-Unis de nouveaux crédits pour renflouer l'économie britannique. Si l'on ajoute à cela la nomination de Helmut Schmidt, connu pour son atlantisme, en remplacement de Willy Brandt, on voit que cet émiettement de l'Europe favorise les projets de Kissinger quant à une alliance atlantique renouée et élargie. Les sociaux-démocrates allemands et britannique retournent manger les miettes dans les mains de l'impérialisme américain. Ce qui laisse présager des moments difficiles pour la politique étrangère de Mitterrand, écartelée entre deux alliances, au cas où il serait élu.*

ATHENES

■ *Deux jeunes gens viennent d'être condamnés à des peines de 18 mois et un an de prison pour avoir tracé sur les murs des slogans jugés « subversifs » contre la junte.*

Par ailleurs, un jeune touriste s'est attaché par le cou à une colonne à l'aide d'une chaîne et d'un cadenas, en plein centre d'Athènes, voulant protester contre la répression, il invitait les touristes « à déserter la Grèce pour se rendre au Portugal ». Les policiers en civil ont tenté de le détacher de force, mais en vain. Le visage ensanglanté par les coups, il fut finalement délivré par un serrurier.

VERS UN GOUVERNEMENT PC-PS AU PORTUGAL ?

La Junte militaire semble hésiter actuellement entre un gouvernement civil composé de « techniciens » et « personnalités », « au-dessus des partis », et un gouvernement de coalition entre le PC portugais, le PS, et les libéraux bourgeois qui viennent de constituer le « parti populaire démocrate ». Les militaires ont entrouvert la cage, et le lion a sauté dehors; il court maintenant dans les rues, menaçant de bouffer les fascistes d'abord, les capitalistes ensuite; pour le contrôler, la Junte sera probablement obligée de faire appel à un dompteur du lion prolétarien, qui a fait ses preuves,: les partis réformistes. Il est donc fort possible que le Portugal se retrouve bientôt dans un régime semblable à la France en 1944 : gouvernement « d'union nationale » entre les partis ouvriers réformistes et des partis bourgeois « démocrates », sous l'oeil vigilant du de Gaulle portugais, Spinola, propulsé à la présidence de la République.

D'où viennent le PS et le PC portugais et quelle est leur stratégie actuelle ?

LE PARTI SOCIALISTE

Le Parti Socialiste portugais a été officiellement fondé en Allemagne (merci Willy Brandt) en 1972, mais le courant social-démocrate organisé existe depuis 1964 sous le nom d'Action Socialiste. En 1969, cette organisation, déjà dirigée par Mario Soarés établit une alliance tactique électorale avec le PC portugais, alliance que Mario Soarés va briser quelques mois plus tard pour former un front électoral « démocratique » anti-communiste. En 1973, nouveau tournant électoral, le PS revient à la CDE (Commission Démocratique Electorale) où participent le PC et les directions anti-fascistes. Donc, un parti jeune mais déjà riche en manœuvres et contre-manœuvres électoralistes. Exilé pendant quelques années à Paris, Mario Soares se réclame de l'exemple de Mitterrand, Wilson et Willy Brandt, et sa première déclaration, au moment de son retour au Portugal en avril, s'est terminée par un appel à « la responsabilité, l'unité et la discipline ». Cependant, en lisant le manifeste-programme du parti, on a l'impression que la rose du PS portugais est d'une nuance plus foncée que celle de son confrère français : on s'y réclame vaguement de la révolution russe, par exemple (!). Cela n'empêche nullement Mario Soares de multiplier les déclarations d'allégeance inconditionnelle à la Junte militaire en général et à Spinola en particulier, ainsi que les appels du pied aux libéraux bourgeois (Miller Guerra, etc.) pour qu'ils veuillent bien participer au gouvernement provisoire. Tout en proclamant platoniquement le droit des peuples et des colonies à l'auto-détermination, le PSP ne prend aucune mesure concrète pour mobiliser les travailleurs contre la guerre coloniale.

LE PARTI COMMUNISTE

Quant au parti communiste portugais : fondé en 1921, il connait sa période « gauchiste » en 1934 quand il organise une insurrection et un soviet ouvrier à Marinka Grande, centre d'industrie du verre et fief du parti. Il va ensuite suivre fidèlement tous les méandres et tournants de la politique stalinienne et de la bureaucratie soviétique. En 1961, au moment du début de la guerre coloniale, le PCP condamne « le terrorisme de blancs et de noirs » et il ne va se mobiliser que très tardivement contre la guerre.

Aujourd'hui, le PCP fait surface et apparaît comme le parti hégémonique du mouvement ouvrier (le cortège du parti dans la manifestation du 1er mai l'a bien montré). Il jouit d'un prestige considérable en tant que parti de la résistance anti-fasciste et victime prioritaire de la PIDE. On peut dire que si le PCF était en 1944 le parti des fusillés, le PCP est en 1974 le parti des emprisonnés et des torturés. Malheureusement, ce prestige est mis au service d'une politique réformiste qui met le PCP à la traine des militaires et de la bourgeoisie. Divers témoignages qui nous sont parvenus montrent que la direction du PCP est beaucoup plus préoccupée actuellement de savoir avec quel ministère Spinola et la Junte vont le gratifier (en échange de son « bon comportement ») que de mobiliser le prolétariat pour ses intérêts, contre l'exploitation capitaliste et la guerre coloniale. Il suffit de dire que le dernier manifeste du parti (publié le 6 mai) ne contient pas un seul mot sur l'indépendance des colonies, probablement pour éviter des « contradictions » avec Spinola et la Junte. Le manifeste appelle à l'unité entre le peuple et les forces armées, dénonce « le gauchisme et l'aventurisme » qui se manifestent par exemple dans le renversement des municipalités fascistes, impulsé un peu partout par des anti-fasciste, militants du PCP y compris. En réalité, le PCP commence à être fort préoccupé avec l'extrême-gauche. Un cadre du parti déclarait dans une interview publiée par la revue Vida Mundial le 3 mai :

« Hier, vingt mille démocrates ont chanté l'hymne national... les trotskystes se sont opposées, mais les masses ne les ont pas suivis. Le Parti Communiste de Lisbonne a publié un communiqué qui déclare : « il faut être très vigilant contre l'extrême-gauche et l'extrême-droite ». En réponse à la question : « Collaborez-vous avec la Junte ? », le cadre du PCP répond : « ce n'est pas avec la Junte que nous sommes. C'est avec son programme »... (!).

En faisant leur le programme bourgeois libéral de la « Junte de Salut National », le PC et le PS portugais préparent avec Spinola et ses amis des lendemains qui déchantent.

Aux révolutionnaires et aux travailleurs de jouer...

Carlos Henrique
(correspondant de Rouge à Lisbonne).

Chili

L'HEURE DES RAFALES

L'heure des rafales a sonné au Chili. Les simulacres de procès se succèdent à un rythme élevé. Les condamnations à mort pleuvent dru au moment où le mouvement de solidarité internationale a quelque peine à trouver son second souffle.

VEULERIE ELECTORALISTE

A l'instant où toutes les forces révolutionnaires et démocratiques doivent redoubler d'efforts pour arracher des griffes des tortionnaires les militants chiliens emprisonnés le silence des réformistes donne la mesure de leur veulerie électoraliste.

Après avoir tenté de transformer la journée de lutte du 1er mai en pique-nique champêtre, les partis de l'Union de la Gauche jouent à fond contre toute « provocation », c'est-à-dire toute manifestation de rue. L'action du collectif national Solidarité Chili où se retrouvent côte à côte le PC, le PS, les Radicaux de Gauche, le PSU, la CGT et la CFDT se limite à un communiqué.

2500 DANS LA RUE A PARIS

Le comité de soutien à la Lutte Révolutionnaire du Peuple Chilien a pris ses responsabilités. Sitôt connue les verdicts de morts prononcés par la junte, le Comité a appelé à une manifestation. Malgré le cirque électoral peu propice à de telles démonstrations, nous étions 2500 jeudi soir de la Gare de l'Est à Ménilmontant à proclamer notre soutien aux camarades Van Schouwen, Corvalan, Vitale menacés de mort.

EL PUEBLO ARMADO JAMAS SERA VENCIDO

Mais alors que réformistes et staliniens entendent tout mettre en œuvre pour faire oublier aux travailleurs français les leçons amères de la tragédie chilienne, les manifestants, au-delà de leur solidarité, tiraient pour la France le bilan de l'expérience Allende :

— El pueblo armado, jamas sera vencido !

— L'impérialisme arme la réaction, le légalisme désarme les travailleurs !

— Contre l'armée et la CIA, armement du prolétariat !

La dispersion s'est opéré sans aucun incident.

● 29 personnalités de l'UP, détenus à Dawson, ont été transférées à Santiago. Ces anciens dirigeants doivent y être jugés par un conseil de guerre. Parmi les emprisonnés se trouvent Luis Corvalan, secrétaire général du PC, Daniel Vergara, ancien sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur (PC), Alfredo Joignant, ancien directeur de la police civile (PS), Sergio Bitar ancien ministre des mines (Radical), Luis Matte (Radical) et Orlando Letelier (PS), ancien ministre des affaires étrangères.

● La junte chilienne va demander l'extradition de l'ancien dirigeant du MAPU, Carlos Beca, actuellement réfugié à l'ambassade de France à Santiago.

● La commission des affaires étrangères du sénat vénézuélien a demandé jeudi le rappel de l'ambassadeur du Vénzuéla au Chili pour protester contre la trannie de la junte militaire de Pinochet.

● Dans un communiqué le bureau du collectif solidarité Chili qui regroupe le PC, le PS, les Radicaux de Gauche, le PSU, la CFDT, la CGT et la FEN, « s'élève contre les condamnations, contre le nouveau simulacre de justice qui se prépare au Chili et exige la vie sauve pour les condamnés » ;

« Il prend les dispositions nécessaires pour que soit élargie et amplifiée la solidarité des démocrates et des progressistes de France envers le peuple chilien ».

USA

KNOCK DOWN

Nous venons donc d'apprendre que depuis deux ans le Pentagone constituait des stocks d'armes destiné à l'Asie du Sud-Est et cela pour une valeur de plus de 1 milliard de dollars.

Le congrès américain avait décider de réduire les dépenses du Pentagone. Afin de tourner ces réductions, les militaires ont employé des crédits d'« aide à d'autres pays » (25 millions de dollars en 72-73, 500 millions en 73-74, 490 millions prévus pour 74-75).

Tout ce matériel est destiné à « ravitailler en cas d'urgence le Sud-Vietnam, la Corée du Sud, la Thaïlande ». L'impérialisme américain, qui alimente le régime fantoche de Lon Nol, tourne les accords de Paris en multipliant les « conseillers civils », en renouvelant les stocks d'armes plus rapidement qu'ils ne s'épuisent. Et cet impérialisme prépare déjà l'intensification massive de la guerre.

La crise est telle que tous les rats quittent le navire. Après Ford, le vice-président qui s'est déclaré prêt à gouverner, deux des principaux journaux conservateurs (Chicago Tribune et Omahha World Herald) lâchent Nixon.

Le leader républicain à la chambre pense que « Nixon devrait envisager de démissionner ». Enfin, Meany, dirigeant de l'AFL-CIO le principal syndicat américain, qui avait pris position pour Nixon contre Mc Govern en 72 affirme que « ce n'est plus l'homme qu'il faut comme Président des Etats-Unis ».

Décidément, rien ne va plus pour « Tricky Nixon ».

UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS REUNIONNAIS EN FRANCE
tél. 205 79 59

COMMUNIQUE *Paris le mercredi 8 mai 1974*

■ Ce mercredi 8 mai 1974, à la Réunion, d'impressionnantes forces de gendarmerie ont investi le village de Fleurimont situé dans les hauteurs de Saint-Paul.

Les responsables de l'intervention auraient tenté de la justifier par l'agression prétendue dont aurait été l'objet, au soir du scrutin du dimanche 5 mai, un membre des forces de l'ordre.

Cette version des faits est toutefois difficilement crédible.

En effet, aucun incident n'a été signalé ce jour-jà à Fleurimont. De plus, l'opération à laquelle se sont livrés, ce mercredi 5 mai, les gendarmes, était illégale puisqu'elle a eu lieu à 4 heures (heure locale) du matin.

Des femmes et des enfants ont été ainsi brutalisés dans leurs lits ; un jeune garçon, souffrant d'une blessure au ventre, a été, de même, tiré de son sommeil.

On peut estimer à environ à une trentaine le nombre de personnes appréhendées au cours de l'incursion policière.

Cette action injustifiable nous ramène à la réalité coloniale imposée à notre pays et remise en cause, dimanche dernier, par le vote massif, notamment de la population de Fleurimont, en faveur de François Mitterrand.

Dans ces conditions, une ferme mise en garde doit être adressée une fois de plus à ceux dont le recours au procédé éculé de l'intimidation graduée témoigne d'une vaine volonté de se soustraire par tous les moyens à l'échéance du 19 mai prochain.

Pour le Bureau
Le Président
R. MALET

R.F.A.

■ Alors qu'en R.F.A. beaucoup de patrons exigent des femmes une déclaration dès l'embauche affirmant qu'elles prennent la pilule (pour être sûrs qu'elles ne s'absenteront pas pour grossesse), le Bundesrat vient de rejeter le projet de loi sur l'avortement. Contradiction ? Non... Rentabilité. En effet, comme le reconnaît déjà un député Lord Anglais, ça coûte moins cher à la bourgeoisie d'imposer la contraception que d'accorder l'avortement qui impliquerait une réorganisation totale de leur système de Santé.

PORTUGAL : ON A RAISON D'OCCUPER LES MAISONS VIDES

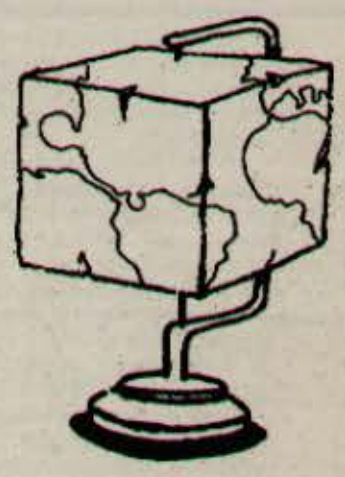
■ Mille personnes ont occupé jeudi 23 immeubles vides depuis deux ans. Puis elles sont allées voir la « junte de salut national » pour demander les clés. La pression populaire est telle, l'appareil répressif si désorganisé, que le représentant de la junte, tout en soulignant la caractère selon lui « abusif » de ces occupations, a accepté le fait accompli.

Cet événement marque une fois de plus le rapport de forces aujourd'hui favorable aux travailleurs. Les syndicats ouvriers en formation se sont déjà coordonnés en une inter-syndicale, interdite par la loi, mais reconnue de fait par la junte.

Mai 68 continue.

ESPAGNE : MANIFESTATION A BARCELONE

■ Plusieurs centaines de camarades espagnols ont manifesté jeudi soir à Barcelone leur opposition à Franco, Cette apparition, protégée par des cocktails Molotov, était organisée par la LCR-ETA 6. La manifestation, qui bloquait la circulation au centre ville, a été violemment dispersée par la police.



aux quatre coins

DIVORCE A L'ITALIENNE (BIS)

Dimanche 12 mai, les italiens vont aux urnes. S'ils sont contre le divorce, ils devront voter oui, s'ils sont pour le divorce, ils devront voter non sur leur bulletin. Paradoxe ou manipulation ?

En fait, depuis décembre 1970 le droit au service est reconnu en Italie et ses principaux détracteurs d'aujourd'hui en ont été hier les premiers bénéficiaires. Ainsi Almirante, dirigeant du parti fasciste italien MSI, divorcé, mais propagandiste acharné du oui, qui orchestre une virulente campagne de défense de la famille.

Alors que la Démocratie Chrétienne n'a pas bloqué la loi instituant le divorce au moment de son vote par le Parlement, c'est ce même parti qui aujourd'hui est à l'initiative du referendum pour l'abrogation de la loi.

Pour un pays peu accoutumé aux consultations référendaires (le dernier référendum en Italie date de 1947, il s'agissait alors de choisir entre monarchie et république) la bourgeoisie a soudain recours à ce mode de mobilisation pour abroger une loi en vigueur depuis 3 ans.

Alors est-ce bien du divorce qu'il s'agit ? Derrière l'écran familial se profile l'ombre de la crise politique italienne de même qu'apparaissait au-delà du dernier referendum gaulliste sur la régionalisation la crise politique française.

Si toute la gauche mène campagne pour le divorce, la campagne pour le non menée par le PCI diffère profondément de celle menée par la gauche extra-parlementaire Leurs analyses convergent cependant sur un point : à travers le referendum, la bourgeoisie tente de recomposer son unité politique fortement ébranlée par la crise sociale qui secoue l'Italie depuis 1969.

Le PC a choisi d'affronter la D.C. sur le terrain de la défense de la famille au point que sa campagne répond terme à terme à celle de la droite.

Dans les rues italiennes, aux banderoles vertes de la D.C. proclamant **« Oui, pour la défense de la famille, oui à l'abrogation de la loi sur le divorce »** répondent les banderoles bleues du PCI : **« Non, le divorce ne détruit pas la famille non à l'abrogation de la loi »**. Si le PC refuse de porter la bataille au niveau directement politique, c'est qu'il craint qu'un affrontement gauche-droite ne compromette définitivement sa politique de compromis historique. S'il se bat pour le divorce au nom de la défense **« l'harmonie et du bonheur familial »** c'est aussi parce qu'il redoute qu'une partie de son électorat populaire en particulier dans les campagnes ne se prononce pour l'indissolubilité du mariage, affaiblissant ainsi son potentiel de négociation avec les partis bourgeois.

Toute autre est la campagne menée par la gauche révolutionnaire. Le référendum offre la possibilité d'ouvrir de nouveaux fronts de lutte. **« Nous disons : un mouvement ouvrier ne doit pas oublier Engels, une critique de la société ne peut pas être seulement une critique sur le lieu de travail. La lutte contre le capitalisme dans la phase actuelle est une lutte trés radicale qui ne peut pas être une lutte seulement sur les salaires, sur les conditions de travail, mais doit être une lutte trés socialisée, de renouvellement culturel profond. Il n'y a pas de révolution, sans un commencement de révolution culturelle, de changement culturel »** nous a déclaré un dirigeant du Manifesto. C'est ainsi que dans les quartiers mais aussi dans les campagnes prend forme une critique de la famille à travers des discussions trés concrètes sur la vie quotidienne des travailleurs. Le 27 avril, le mouvement féministe organisait à Rome sa première manifestation nationale pour dénoncer publiquement le double travail féminin, la famille en tant que premier lieu d'oppression de la femme et exiger le maintien du divorce comme **« première possibilité matérielle de briser le contrat qui asservit économiquement, affectivement, et sexuellement la femme dans le cadre de la famille »** (tract du Movimiento Feminista).

OPERATION POLITIQUE

Mais, pour le mouvement révolutionnaire, la lutte pour le referendum n'est que secondairement une lutte pour le divorce parce que l'enjeu pour la bourgeoisie n'est ni le divorce, ni la famille. Un dirigeant romain d'Avanguardia Operaria nous explique : **« Fanfani a voulu personnellement ce referendum pour réaliser au niveau politique un processus de réunification de la bourgeoisie italienne, pour accompagner ce processus politique d'un processus au niveau économique et pour réaliser une opération idéologique visant à la reconstitution d'une idéologie intégraliste et catholique dans notre pays qui créerait une division au sein des forces populaires en Italie »**. L'objectif de la Démocratie Chrétienne est de sortir l'Italie de l'oscillation pendulaire entre gouvernement de centre droite et de centre gauche qui a marqué la situation politique italienne au cours de ces dernières années, aucun gouvernement ayant tenu plus d'un an. L'expérience de droite du gouvernement Andreotti, appuyée par la partie américanophile du patronat italien dont l'industrie pétrolière est le fer de lance, est tombée sous les coups de la mobilisation ouvrière de l'année 1972. Si le gouvernement de centre gauche qui lui succède, remporte à ses débuts quelques succès en parvenant à stabiliser la situation sociale, il est emporté par la crise économique, la classe ouvrière refusant de faire les frais de l'inflation. **« Au moment du renouvellement des contrats dans la plupart des grands groupes industriels, la classe ouvrière a trouvé l'espace pour reprendre l'initiative jusqu'à arriver à imposer la grève générale du 27 février 1974. La lutte qui prend forme au mois de février contre l'augmentation du prix de l'essence débouche, à travers la grève générale, sur un affrontement global sur tous les problèmes avec le gouvernement : contre la hausse des prix, pour la détaxation des salaires ouvriers, une réforme fiscale a introduit la taxation directe des salaires, les patrons prélevant automatiquement tous les mois une partie du salaire pour payer les taxes, pour la revalorisation des pensions »** raconte une dirigeante de Lotta Continua. Dans cette situation d'offensive ouvrière, la constitution d'un front unifié est décisive pour la bourgeoisie, l'accord récent entre Agnélli patron de la Fiat et Cefis, patron de la Montedison, en constitue peut-être la première étape. Mais cette « réconciliation » au niveau économique ne peut fonder une politique durable que si elle s'appuie sur un pouvoir politique stable et fort.

GAULLISME A L'ITALIENNE

C'est à cette nécessité que répond l'offensive de Fanfani. Parvenir à un renforcement de la DC, à un raffermissement de son pouvoir personnel dans le parti, assurer l'hégémonie de celui-ci sur les autres forces politiques bourgeoises et poser ainsi les bases d'un renforcement du pouvoir étatique.

« Que le secrétaire de la D.C. soit automatiquement le premier ministre, qu'un gouvernement dure toute la législature sur la base d'un accord électoral intervenu avant les élections, celle-ci devenant un plébiscite, voilà le projet de Fanfani » (Lotta Continua).

Une sorte de gaullisme à l'italienne, un pouvoir fort créerait les conditions d'une offensive contre la classe ouvrière.

« Le programme économique futur de la bourgeoisie est difficile à définir maintenant parce qu'il y a beaucoup de confusion au sein de la bourgeoisie italienne, mais ce qui est clair,

*** porter une attaque trés dure au niveau de l'emploi en augmentant le chômage,**

*** réaliser un processus de dévalorisation de la force de travail par le gèlement des salaires, augmentation des prix, augmentation des cadences,**

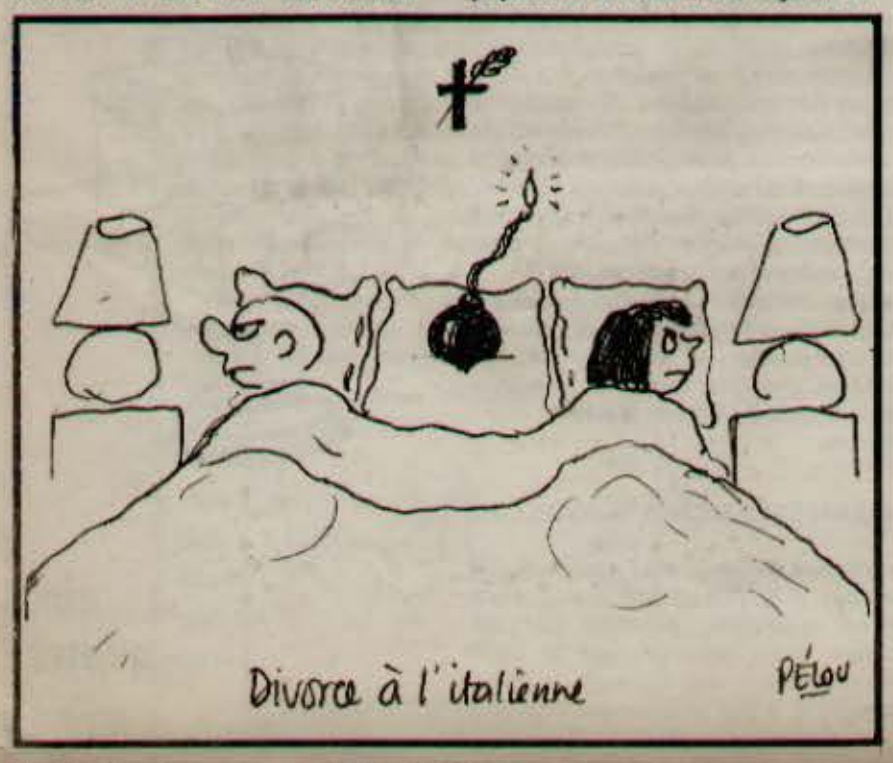
*** attaquer la démocratie à l'intérieur des entreprises par une législation limitant le droit de grève »** (Avanguardia Operaria).

L'offensive idéologique qui caractérise la bataille pour le referendum vise alors à opérer une division au sein des masses populaires. En masquant l'opération politique qu'il soustend, en accentuant le caractère civil et privé de la question référendaire, en en faisant une guerre de religion, la D.C. cherche à rallier les voix d'une partie du peuple profondément marquée par le catholicisme.

C'est pour faire échec à ce projet politique que la gauche révolutionnaire a refusé de cantonner sa bataille pour le non à une bataille pour le divorce et que son mot d'ordre central est :**« Non à la D.C., non au fascisme »**.

L'issue du referendum est incertaine. Et déjà une partie de la bourgeoisie prend ses distances par rapport à Fanfani préparant une relève en cas de victoire du non. Depuis peu, les grands journaux bourgeois italiens (La Stampa, Corriere della Serra. Le Messagero) virent au divorcisme. On assisterait alors à une nouvelle à gauche qui remettrait à l'ordre du jour un appel aux partis réformistes. C'est pourquoi les militants du « Gruppi Comunisti Revolucionari » insistent pour que les attaques révolutionnaires portent non seulement contre la droite réactionnaire mais aussi contre l'ensemble de la bourgeoisie : **« Nous disons que la tâche des forces révolutionnaires est de battre la réaction, et de préparer le terrain à une nouvelle offensive générale contre l'ennemi de classe et ce projets »** (GCR).

LA MARIEE : FANFANI. Secrétaire de la Démocratie Chrétienne
LE MARIE : ALMIRANTE. Secrétaire du MSI



DIVORCE A L'ITALIENNE

AVANT...

● On pouvait obtenir le divorce en Italie jusqu'en 1970 pour deux raisons :

1. Si l'un des deux conjoints partait à l'étranger et là obtenait un divorce et se remariait, le conjoint « abandonné » pouvait demander le divorce, qui n'était pas toujours accordé Le retour au pays natal du conjoint « fautif » pouvait entraîner des poursuites judiciaires pour bigamie.

2. Si la stérilité de la femme était prouvée... l'objectif du mariage — la procréation — ne pouvant être rempli, le mariage était annulé.

... ET APRES

La loi Fortuna-Baslini a été votée par le Parlement en décembre 1970. Elle n'est que la sanction d'une séparation légale... d'au moins cinq ans ! Le prix minimum est de 2000 F et en cas de contestation de l'un des deux conjoints, il peut atteindre des sommes folles. Comme en France, le domicile légal étant celui du mari (la femme étant tenue de le suivre), la procédure de divorce est facilitée pour le mari....

MANIPULATION

● La question soumise aux électeurs est la suivante :

« Voulez-vous l'abrogation de la loi qui introduit le divorce dans la législation italienne ? »

Les divorcistes escomptent exploiter à leur profit une tendance (statistiquement observée dans tous les sondages et principe de base de tous les referendums) à répondre plus facilement positivement. Mais la manœuvre est à double tranchant : ceux qui sont contre le divorce risquent de voter non.

QUI L'A VOULU ?

● Une loi votée peut être remise en cause par un referendum. Le referendum n'est pas forcément organisé par le gouvernement. Moyennant plusieurs centaines de milliers de signatures, n'importe quel individu ou organisation peut demander l'organisation de ce referendum.

Dans le cas de celui du 12 Mai c'est la droite de Démocratie Chrétienne avec le soutien du MSI (Mouvement Social Italien, organisation fasciste italienne, dirigée par Almirante) qui organisa la campagne des signatures pour le referendum. C'est plus tard que le parti de la Démocratie Chrétienne se rallie à la campagne des anti-divorcistes.

COMPROMIS « HISTORIQUE »

● Nouvelle tactique de collaboration de classe adoptée par le PCI après le coup d'Etat au Chili. « Même unis avec les socialistes, nous ne pouvons pas espérer changer le pays simplement parce qu'un jour, nous pourrons obtenir la majorité au parlement, les centres de pouvoir sont en état d'empêcher la réalisation de n'importe quel programme gouvernemental de gauche ».

EBOLI : UN NOUVEAU REGGIO

Pendant quatre jours les habitants d'Eboli, petite ville du Sud située à 80km de Naples se sont isolés du reste de l'Italie. Des barrages dressés sur toutes les routes et la voie ferrée passant sur le territoire de la commune, ont provoqué de grandes difficultés de circulation, un certain nombre d'automobilistes et de camionneurs ont même été bloqués pendant ces quatre jours dans la ville isolée.

Cette décision spontanée de la population a été prise pour protester contre la décision du Comité Interministériel pour la Programmation Economique de construire une usine de construction d'autobus dans une autre région qu'Eboli où elle était initialement prévue. La révolte d'Eboli a débouché le mercredi 8 mai sur une grève générale qui a paralysé pendant 24 heures toute la province de Salerne. Il n'en a pas fallu moins pour que la presse évoque le « spectre » de Battipaglia où, en 1969, des protestations d'agriculteurs en colère avaient débouché sur de véritables émeutes, et celui de Reggio de Calabre dont la lutte pour protester contre l'abandon et le manque d'industrialisation a duré presque deux ans.

LA REVOLTE DE REGGIO

Une lutte de deux ans qui culmina au cours de l'été 71, la ville ayant été le théâtre de manifestations répétées et de combats de rue. A l'origine du conflit, une décision faisant de Cantazaro — une autre ville de la Calabre — la capitale administrative et politique de la région . Question essentielle pour Reggio où le revenu par tête des habitants représente 55 % de celui de la moyenne nationale et où l'espoir de voir la ville devenir capitale signifiait pour ses habitants l'espoir de travailler et de ne pas avoir à émigrer. Dans une région qui compte plus de 200 000 chômeurs, il n'y a d'espoir que dans l'émigration vers le Nord, parfois même dans l'expatriation.

Mais la révolte de Reggio, bien qu'étant de composition populaire, a été totalement conduite sous l'hégémonie des forces d'extrême-droite qui cherchent à faire de la Calabre et plus généralement du Mezziogiorno **« une Vendée », c'est à dire une masse de manœuvre réactionnaire à retourner contre le mouvement ouvrier et capable de faire glisser vers la droite les rapports de force de classe modifiés par les luttes sociales de ces dernières années ».**

Les manifestations cristallisèrent en fait des colères divergentes, oublieuses de leur opposition de classe pour s'inscrire temporairement dans le même objectif **« Reggio capoluogo »**, Reggio capitale. On y trouvait aussi bien les gros agrariens, appuyés sur leur armée privée — la Maffia — qui se dressent contre le Nord et les industriels « étrangers » dont le développement et l'hégémonie politique menacent constamment leur pouvoir, les commerçants, les notables, les chômeurs, que le syndicat CISL des cheminots représentant organisé d'une classe ouvrière numériquement faible et dont l'action, en bloquant les liaisons avec la Sicile, fut décisive dans le recul du gouvernement italien.

LE POIDS DU FASCISME

Cette situation, qui ne se limite pas seulement à Reggio mais, on l'a vu encore récemment; est commune à l'ensemble de l'Italie du Sud, a été rendue possible du fait de la politique réformiste du mouvement ouvrier dans le Sud depuis un quart de siècle. Oscillant entre des alliances anti-monopolistes (parfait exemple de collaboration de classes) et une politique de soutien au capitalisme d'Etat (participation d'Etat pour l'industrie, organisation du développement pour l'agriculture), la gauche italienne a laissé le terrain libre aux mouvements néo-fascistes qui ont cherché à transformer la lutte contre les déséquilibres régionaux et les inégalités sociales en une lutte contre un appareil d'REtat « dominé » par le Nord, c'est à dire par une classe ouvrière décrite aux chômeurs calabrais comme possédant tout à la fois **« le travail, l'automobile, la maison, le téléviseur, et qui continue à faire grève pour reclamer, ôtant le pain de la bouche des Mér idionaux ».**

Une partie de l'extrême-gauche (Lotta Continua en Italie et la Cause du Peuple en France) est tombée dans le travers opposé et a exalté la lutte des « travailleurs de Reggio contre l'appareil d'Etat », sans comprendre qu'en l'occurence l'Etat se trouvait attaqué non en tant qu'instrument de classe mais pour le compte d'une bourgeoisie affaiblie et dans le seul but d'en faire un instrument plus docile qui soit à son seul service.

Encore une fois le même processus a failli se développer à Eboli. Après quatre jours de lutte, le maire, les syndicats, les partis de gauche qui revenaient de négocier avec le gouvernement ont été conspués par la foule peu satisfaite des promesses qui lui étaient faites. Seul l'aboutissement rapide des négociations a permis d'éviter que la situation ne dégénère au profit de l'extrême-droite.

REVOLTE DANS UNE PRISON ITALIENNE

10 mai - 14 heures.

A l'heure où nous bouclons, les trois détenus de la prison d'Alexandrie qui détiennent 15 otages depuis la veille n'ont toujours pas quitté les lieux. La police a, semble-t-il, accepté leurs conditions : les laisser partir en autocar avec une escorte de deux policiers et trois journalistes. Mais des difficulté de dernière minute sont apparues : le ministre de la Justice n'a toujours pas accepté officiellement le marché. Ce qui renforce la crainte qu'ont les insurgés de subir un nouvel assaut des flics au moment de leur sortie. D'autant plus que les tireurs d'élite sont toujours en place auour de la prison.

Tout a commencé le 9 mai. Les trois détenus suivaient un cours, à la fin de celui-ci, ils ont sorti des révolvers, et ont commencé à s'emparer de leurs professeurs. Ils ont ensuite gagné l'infirmerie, y ont fait venir le médecin qui sera également fait prisonnier avec les cinq gardiens qui l'escortaient.

A 21 h, les otages seront au nombre de quinze. Les détenus envoient alors un ultimatum : « **Nous en avons assez d'être ici. Nous avons dû agir ainsi parce que nous voulons sortir** »... ils exigent qu'un autocar soit mis à leur disposition, et menaçant d'exécuter un otage toutes les demi-heures, après cinq heures du matin, si leur exigence n'était pas satisfait. L'agitation commence à gagner toute la prison, une banderole apparait sur la façade de l'un des bâtiments.

Mais vers 21 h 30, des policiers, des carabiniers et des tueurs d'élite ouvrent le feu sur les détenus, et arrosent le bâtiment de grenades lacrymogènes. Au cours de la fusillade, deux otages sont tués (dont le médecin de la prison), et trois autres sont blessés. Deux flics ont également été atteints. Mais l'opération est un échec total pour la police, qui n'a pas réussi à forcer la porte de l'infirmerie.

Ce n'est pas la première révolte à la prison d'Alexandrie : réservée à 251 détenus purgeant de longues peines, elle a déjà connu trois manifestations. En 1969, 80 prisonniers s'étaient barricadés dans le refectoire, en juin 1973, puis en janvier 74, les détenus avaient manifesté pour demander la **réforme du code pénal et des règlements pénitenciaires.** Ce sont ces mêmes mots d'ordre qui ont été repris sur la banderole apposée sur les murs de la prison, avec notamment **l'exigeance de la réduction de la détention préventive.** Mots d'ordre et revendications qui ont déjà secoué tout le système pénitenciaire italien : révoltes à Rome, San Vittore, Milan, Traponi, en Sicile, à Messine, à Brescia, à Come, etc...

Une fois de plus, on ne retiendra de la révolte d'Alexandrie que la prise d'otage, et la mort de deux d'entre eux. Procédés extrêmes, et peu susceptible d'attirer sur les détenus la sympathie de la population. Procédé réprouvé par la grande masse des détenus mêmes (on l'a vu en France au moment de l'affaire Buffet, Bontemps). Mais y aurait-il eu prise d'otages si, en Italie comme partout dans le monde, on ne tentait pas, par tous les moyens, de casser les détenus, sous prétexte de les redresser ? Y aurait-il mort d'homme si la police italienne n'avait pas pris l'initiative de la fusillade ?

10, impasse Guéménée
75004 — Paris
272 88 96
272 68 82

- La rage d'être Vietnamien, J.C. Pomonti
  23 F au lieu de 28 F
- l'opposition ouvrière, A. Kollontaï
  16 F au lieu de 20 F
- le mouvement ouvrier français, 2 tomes, PCM, Marx-Engels,
  6,50 F au lieu de 8 F
- Les luttes de classes en URSS : 1917-1923, C. Bettelheim,
  36 F au lieu de 42 F
- l'école réserve d'enfants, E. Freinet,
  Les bagnes d'enfants, Dieu merci, ça n'existe plus, J. Fresco,
  12 F au lieu de 15 F
- De la Chine, collection Points, Seuil, M.A. Macciochi,
  10,40 F au lieu de 13 F
- bibliographie de Trotsky, F. Wyndham et D. King (avec des photos historiques)

Et un nouveau rayon de disques (toujours avec 20 % de réduction)

LE TIREUR DE L'UDR VERDICT DU TRIBUNAL DE PONTOISE

Le tribunal de Pontoise vient de rendre son jugement contre Marjollet, le militant UDR qui dans la nuit du 14 au 15 avril avait tiré sur des membres du comité de soutien à Krivine de Beauchamp. Les juges ont rejetéles conclusions de la partie civile (les camarades agressés), représentée par Me Conte, demandant que le tribunal se déclare incompétent, dans la mesure où une tentative d'homicide relève de la cour d'Assises. Marjollet a été condamné à deux mois de prison ferme et à verser 250 F aux camarades agressés pour « préjudice moral », et 410 F pour la réparation de la voiture endommagée par les balles. Une tentative de meurtre s'appelle maintenant préjudice moral. Nos camarades se réservent de faire appel.

LE PEN CONTRE ROUGE NOUS FAISONS APPEL !

Après discussion avec notre avocat, Me Yves Jouffa, nous décidons de faire appel contre le jugement de la 17e chambre correctionnelle qui nous a condamné le 14 mai à 20.000 F de dommages et intérêts, 2.000 F d'amende et l'insertion du jugement dans trois journaux, pour avoir porté des accusations contre Le Pen qui « manifestent notre intention de nuire » et qui nous rendent coupables du « délit de diffamation publique envers un particulier ». Il apparait en effet que dans les attendus du jugement, les témoignages apportés à la barre par Paul Teitgen et Pierre Vidal Naquet, sur les agissements de Le Pen en Algérie, sont considérablement minimisés, ce qui permet au tribunal de conclure qu'en traitant celui-ci d'assassin, nous avons procédé à une exagération et une généralisation abusive.

On a le droit, dans ce pays, de dire que quelqu'un a torturé. On n'a pas le droit d'en tirer les conclusions...

VIENT DE PARAITRE :

CHILI — LA LUTTE CONTINUE
N° 10 — MAI 74 — 1F 50

Journal du comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien.

SOMMAIRE :
- LE BOYCOTT DES DOCKERS ANGLAIS
- L'ACTIVITE DES COMITES CHILI : LE 1er MAI
- DOSSIER AMERIQUE LATINE
- CONFERENCE DE FRANCFORT
- L'EGLISE CHILIENNE ET LE COUP D'ETAT
- INTERVIEW DE PIERRE RIEBEN, JOURNALISTE, TORTURE, EXPULSE DU CHILI

Comités de base : passez vos commandes d'urgence au local des comités Chili : 2 rue de Vauvilliers, Paris 2e. Tél : 236-57-15.

Comités de Paris : chaque semaine, assemblée générale des délégués des comités de base, le vendredi de 19h à 22h 13 rue Gay-Lussac, Paris 5e.

Au moment où Pinochet et ses sbires préparent de grands procès : au moment où Luis Corvalan, Bautista Von Schouwen, Luis Vitale, des dirigeants socialistes sont en danger de mort, plus que jamais, l'activité des comités Chili doit se poursuivre.

RECTIFICATIF

Je voudrais vous signaler que l'incident dont j'ai été victime dans les locaux d'Europe n° 1 lors du débat Mitterrand-Giscard, le 25 avril 74, les 6 ou 7 personnes qui m'ont agressé portaient presque toutes le badge Europe n° 1.

Je tiens à vous remercier de votre solidarité journalistique.

Elie Kagan

cf. Quotidien Rouge, n° 6

MEETINGS FCR

Lundi 13 Mai.
TOURS
avec A. Krivine

Mardi 14 mai.
TOULOUSE
avec A. Krivine

ORLEANS
avec G. Filoche

Mercredi 15 mai.
LE HAVRE
avec Alain Krivine

Jeudi 16 mai.
GRENOBLE
avec A. Krivine

POITIERS

BLOIS
avec G. Filoche

Vendredi 17 mai
BEAUVAIS
avec A. Krivine

REIMS
avec G. Filoche

MONTBELIARD
avec J. Habel

CHERBOURG

Mercredi 22 mai.
LUXEMBOURG
avec A. Krivine

Vendredi 24 mai.
DUNKERQUE
avec A. Krivine

Mardi 28 mai.
DIJON
avec A. Krivine

Jeudi 30 mai.
BREST
avec A. Krivine

La parole aux... enseignants

« La bonne conscience de la bourgeoisie locale »

Le 28 mars 1974, Jean-Luc Hennig, professeur de lettres classiques au lycée Xavier Bichat de Nantua a été suspendu provisoirement de ses fonctions par arrêté ministériel.

Ce que l'administration a cherché à sanctionner est un enseignement ouvert sur la réalité sociale, un enseignement qui parte du besoin des élèves et leur permette de s'exprimer.

Par delà le prétexte invoqué (discussion sur un texte de Jean Genêt traitant de l'homosexualité) ce que l'on a voulu éviter à Nantua est l'ouverture d'une brèche dans la bonne conscience de la bourgeoisie locale, le fait que des enseignants n'acceptent plus de se soumettre à un système répressif visant à les déconsidérer ou à embrigader les élèves.

J-L. Hennig, et les autres enseignants sanctionnés avec lui, paient en fait leur conception de l'école, d'une école où serait supprimée la division nécessaire à la sélection qui permet aux fils de bourgeois de s'« orienter » vers le secondaire alors que les autres sont destinés au technique.

La Fédération Armand, après avoir développé une campagne calomnieuse sur J-L. Hennig auprès des parents d'élèves demande au moment des vacances de Février sa radiation définitive de l'Education Nationale. Pression sur les parents et répression contre les élèves et certains enseignants se combinent pour en arriver le 28 mars à la suspension de Hennig.

L'attitude des syndicats est pour le moins douteuse ; même le SGEN n'a pas appelé ses adhérents à entrer individuellement au Comité de Soutien qui regroupe une certain nombre de parents d'élèves.

— Contre l'école des flics et des patrons !

— Contre la répression à tous les niveaux !

Rejoignez le comité de soutien qui s'est formé avec l'appui de l'Ecole Emancipée, du Comité d'Action de Nantua, du PSU de l'Ain, de membres du SGEN et du SNES (à titre individuel) et du Comité de Soutien des Parents d'Elèves de Nantua.

Officiellement, on te reproche d'avoir étudié un texte sur l'homosexualité. En fait, est-ce que cela n'a pas été un simple détonateur ?

Depuis plusieurs mois, nous étions surveillés par l'administration et le comité de la Fédération Armand : 2 M.I., 1 M.A. et moi. Au conseil de classe de 3e en décembre, on s'était violemment opposé au régime de notations et de sanctions : pour les notes, on utilisait des fourchettes faibles et un barème élevé ; pour les sanctions, on refusait encouragements et blâmes qui servent à diviser encore plus les élèves. En février, la Fédération Armand fait circuler sur nous des rapports diffamatoires. Et puis il y a l'affaire du Club-Théâtre : l'Administration voulait le contrôler totalement, pour éviter qu'il ne devienne un groupe protestataire, et qu'il agisse au niveau du lycée. Menaces d'accusation de détournement de mineurs adressées aux copines responsables du club-théâtre, à la suite de quoi elles démissionnent de leurs fonctions d'animatrices. Quand les élèves ont voulu continuer à faire du théâtre au FJT, l'administration a tout fait pour les en détourner. Fin février, on réussit à épingler l'un de nous : on découvre trois textes sur lesquels j'avais travaillé en classe : un poème de Desnos, une étude sur le bal en province, et **Anna** (paru dans **Recherches**, mars 73, numéro saisi par le gouvernement pour « pornographie » !...). En fait, ce dernier texte répondait aux besoins d'un certain nombre d'élèves, aux impératifs de l'actualité (congrès sur l'homosexualité en décembre), rentrait aussi dans le cadre d'un cours sur les minorités (raciales, ethniques, sexuelles, etc...). En fait, pas de demande immédiate de discussion, de la part des élèves, peut-être par blocage. On n'en a donc pas reparlé.

Ce qui a rapproché aussi bien des membres du PC que des membres de l'administration et des notables, c'est la remise en question, sous diverses formes, de la hiérarchie, de l'autorité. Y avait-il autre chose ?

Effectivement, il y a une attitude commune des syndicats FEN, du PC et de l'administration sur l'affaire : mêmes sources d'information, mêmes bases répressives, réunions où la FEN défend l'administration contre les membres du personnel du lycée. Arguments des uns et des autres : atteinte à la laïcité (problème des notes); à la moralité (problème de la sexualité); à la « neutralité » (orientation nette de mon enseignement). Mais ce qu'ils visaient aussi, c'était notre opposition à toutes les formes de menace, chantage, diffamation que l'administration exerce sur les parents, les élèves, les agents de service, les surveillants etc. En ce qui concerne la notation, l'administration et certains membres du PC ont vu d'un très mauvais œil la suppression des niveaux de classe par l'utilisation systématique d'un barème très élevé pour les classes de type II ou de série A. Pour eux, plus on sélectionne, plus on est laïc... Et vive Jules Ferry ! Pour la moralité, je renvoie aux discours communs de Séguy et de Royer. Quant aux thèmes abordés en classe, l'inspecteur général comme le sous-directeur (PC) m'ont reproché de ne pas parler du Racisme, de la Misère, voire des Majorités (!), et de traiter de l'exploitation de la femme, des travailleurs immigrés ou de la misère sexuelle dans notre système capitaliste.

La presse semble transformer l'affaire de Nantua en une « affaire Hennig ». Or, tu n'es pas seul en cause. Tu es sans doute l'adversaire le plus coriace, puisque tu as le passeport de titulaire, mais qu'en est-il des autres ? Comment s'est organisé le Comité contre la répression à Nantua ?

Il y a deux pratiques systématiques de l'administration et de la presse sur cette affaire : une pratique de réduction (au lieu de 5 cas, on parle d'1 cas, ou du cas); une pratique de détournement (on a parlé de la "perversité" de mes relations avec mes élèves, sans parler de l'enseignement de mes collègues qui est certainement aussi pervers, sans parler de la répression au bahut qui est quasi féodale). On a aussi fétichisé le texte de **Recherches (Anna)** : l'administration n'en a découpé qu'une tranche, et puis elle l'a exclue de l'ensemble de mon travail, elle a porté dessus des jugements moraux qui n'engagent qu'elle-même, sans parler de problèmes d'écriture etc. Enfin, on a tout fait pour dégager la sexualité de l'orientation politique de mon travail : à croire que les membres de l'administration lisent un peu trop souvent **France-Dimanche**... Bref, il faut le dire, nous sommes quatre ou cinq à n'être pas assurés de retrouver un poste l'an prochain.

Il existait déjà un Comité d'Action de Nantua (dont je suis le « secrétaire »), cela bien avant l'affaire. Après ma suspension, on a constitué à l'échelle du département un Comité contre la répression à Nantua qui a utilisé la structure existante du CARA (25, rue du Stand, 01 000-Bourg. Tél. 21-57-95). Il y a là la Fédération de l'Ain du PSU, l'Ecole Emancipée de l'Ain, un comité de parents d'élèves, des membres du SGEN/SNES/SNI. Par ailleurs, il s'est créé à Lyon un Comité contre la répression à Nantua à l'initiative de l'EE. Enfin, on a reçu le soutien de l'AFPF (par la voix de M. Burgelin), du Comité National contre la répression dans l'enseignement (qui tient une conférence de presse à Paris le 9), du directeur de **Recherches**, F. Guattari, etc. On prévoit une popularisation de l'affaire

- **par une information auprès des intersyndicales et des comités d'action lycéens,**
- **par une intervention dans les meetings de l'extrême-gauche à Lyon,**
- **par des tribunes libres dans la presse parisienne,**
- **par la présentation d'une pièce (« Le Grand Tintouin ») organisée par le Théâtre-Action de Grenoble, à Nantua, vers la mi-mai.**

Le Comité de soutien :
CARA (Comité Anti-Répression de l'Ain)
25 rue du Stand 01 000 Bourg.
Tél 21-57-95.

le quotidien rouge
journal d'action communiste

LA DEPENDANCE PATRONALE

Parution du dernier numéro de « L'Indépendance syndicale » Organe de la CFT.

Le No 34 de « l'Indépendance syndicale », organe de la CFT vient de sortir. Un éditorial de son secrétaire national, Jacques Simakis, précise la position du syndicat (!) sur les élections :

« Il n'est pas dans nos attributions de vous dicter un choix. Vous êtes largement informés et a même de voter en toute conscience.

La CFT reste effectivement neutre. Nous sommes un organe de défense professionnnelle et nous pouvons en être fiers, de promotion ouvrière. Patiemment, nous avons construit de nouveaux rapports entre employeurs et salariés pour créer une société d'équilibre et d'association ».

Mais la « neutralité » de la CFT a ses limites : en page huit, on trouve une **« Lettre aux candidats non marxistes »** développant ses revendications : « libération de l'exploitation économique de l'homme par l'homme par la participation », actionnariat, contrats d'association, etc.

Enfin, pas moins de trois pages sont consacrées à la CGT et au PCF, dansle plus pur style « France-Matin » ou « Spécial Banlieue », sous forme d'un « dossier rouge de la société. »

Bref, une neutralité à sens unique : la voie de Vichy et de l'association capital-travail.

En conclusion de ce torchon, la CFT rappelle sa revendication essentielle : la représentativité nationale. A propos de laquelle Jean Charbonnel, à l'époque ministre du développement industriel et scientifique déclarait le 23 septembre 73 :

« Peut-être faudra-t-il refondre les critères de l'ordonnance du général de Gaulle de 1945 qui décide notamment qu'il faut, pour une pleine représentativité, que 50 % des salariés au moins, sur le plan national, votent dans les différentes élections professionnelles. Ce n'est pas encore le cas de la CFT (...). Ce qui serait possible et alors les 50 % seraient dépassés, c'est que les autonomes et les indépendants se regroupent et constituent un grand syndicat professionnel ».

M. Charbonnel soutien Valéry Giscard d'Estaing.

COMMUNIQUE DE LUTTE OUVRIERE

Dans un communiqué, la candidate de Lutte Ouvrière, Arlette Laguiller, critique très vivement le sondage SOFRES selon lequel 42 % des voix qu'elle a obtenues se reporteraient sur Giscard d'Estaing au second tour.

Arlette souligne que Lutte Ouvrière avait obtenu pratiquement le même pourcentage aux élections législatives de 1973 inférieur de 0,50 % seulement sur le score réalisé le 5 mai.

Or, à l'époque des législatives, Arlette Laguiller rappelle que les voix de L.O. s'étaient reportées intégralement au second tour sur les candidats de la gauche, comme les résultats l'avaient démontré.

Sur le vote des femmes, Arlette Laguiller ajoute :

« Pour ne parler que de femmes, certaines ont, c'est vrai, voté pour ma candidature en tant que femme mais toutes savaient qu'elles votaient pour une candidate d'extrême-gauche. C'est bien la marque du mépris absolu qu'ont pour les femmes, ces hommes qui font la politique, les journaux, et les enquêtes que ce fait de penser que le vote des femmes ne peut être que sentimental ou inconscient:

le quotidien
ROUGE
10, impasse Guéménée
PARIS 7504
272-88-96 272-68-82
L'AVENIR GRAPHIQUE
Le directeur de publication :
Daniel Bensaïd

VIETNAM : RUPTURE A LA COMMISSION MILITAIRE MIXTE

Le GRP s'est retiré vendredi de la commission militaire bipartite, créée par les accords de Paris pour appliquer le cessez-le-feu, interrompant ainsi tout contact officiel avec le Sud Vietnam.

La délégation du GRP a quitté la réunion hebdomadaire de la commission ce matin, en laissant une note expliquant qu'elle ne participerait plus aux travaux de la commission tant que certains privilèges et immunités n'auraient pas été rétablis.

Après la prise, le 12 avril, de la base gouvernementale de Tong Le Chan par les communistes, le gouvernement du président Nguyen Van Thieu avait suspendu sa participation aux conversations de la Celle-Saint-Cloud sur l'avenir politique du Sud Vietnam et en même temps avait pris un certain nombre de mesures pour faire pression sur la délégation du GRP à Saïgon. Il avait supprimé les vols de liaison entre la base de Tan Son Nhut-Saïgon (où sont regroupées les délégations du GRP) et la petite ville de Loc Ninh qui sert de centre administratif au GRP dans la zone qu'il contrôle au nord de Saïgon. Il avait également supprimé la conférence de presse hebdomadaire du GRP à Tan Son Nhut et coupé ses communications téléphoniques avec l'extérieur.

Depuis un mois, la délégation du GRP n'avait pour tout contact téléphonique que la ligne qui la reliait avec la délégation gouvernementale à la commission bipartite.

ENCORE PLUS FORT !

L'association des porteurs de titres russes fait savoir que Valéry Giscard d'Estaing a pris « l'engagement ferme et résolu de ne pas laisser fermer le dossier du règlement des emprunts russes s'il était élu ». Du coup, l'association demande « très vivement aux trois millions de porteurs français d'apporter leur soutien à M. Giscard d'Estaing ».

Une question se pose, après l'entretien entre Giscard et l'ambassadeur de l'URSS qui suscita tant de remous : à quand la rupture des relations diplomatiques ?

L'ANGOISSE DE L'UJP

Les « jeunes gaullistes » (il y en a !) sont bien à plaindre. Ils se sont laissés aller à des mots imprudents durant le premier tour (« Si Chaban ne passe pas, jamais nous ne voterons Giscard ») ... et maintenant, ils ne savent plus que faire. Mercredi s'est tenu leur Conseil National, houleux : la majorité semblait pencher pour le vote nul ou blanc, une minorité pour Giscard, une autre pour Mitterrand. Jeudi, 15 heures, une conférence de presse doit se tenir. Certains responsables confient « nous appelons à l'abstention ». Puis plus rien : la conférence de presse est annulée... et reportée à lundi, après qu'un nouveau conseil national extraordinaire se soit tenu. C'est horrible ! Vigilante pour draguer le moindre gaulliste perplexe, l'Huma du vendredi matin n'hésitait pas à proclamer : « Sanguinetti interdit aux jeunes gaullistes de s'exprimer » ! On fait une pétition ?